

ALGÉRIE-TURQUIE

Le président turc à Alger pour une visite d'amitié et de travail

P. 24

EXPOSITION DUBAI 2020:

Aucun contrat n'a été conclu avec l'Agence Allégorie (Services du Premier ministre)

P. 24

LIBYE :

Le blocage des sites pétroliers a fait chuter de 75% la production depuis le 18 janvier

P. 24

PROJETS DE RÉFORMES POUR LA NOUVELLE ALGÉRIE

Pour un élargissement du consensus politique

Après l'annonce des grands chantiers de réforme par le président Tebboune, et la mise en chantier du projet de révision constitutionnelle, une bonne partie de la classe politique anticipe la nouvelle dynamique. Un pas supplémentaire vers la consolidation d'un consensus politique national.

P. 3

DKNews



INVESTISSEMENT

Le Forum des compétences algériennes appelle à impliquer les Algériens de l'étranger dans le renouveau économique du pays



P. 5

AGRICULTURE :

Hausse de production durant la campagne 2017-2018

P. 5

ONS

Le taux d'inflation moyen annuel à 2,0% en décembre 2019

P. 5

SANTÉ

ROUGEOLE :

Un antivirus nouveau pour lutter contre la maladie

P.p 12-13

FOOTBALL

FOOTBALL/COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (GR. D/5E J) PAC - FC SAN PEDRO :

VICTOIRE IMPÉRATIVE POUR LES ALGÉROIS

P. 21



TECHNOLOGIE

Certains hackers prennent la rançon et les données

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE :

Plus de 2 quintaux de kif traité saisis à Bechar

P. 24

ALGÉRIE - SÉISME

Une secousse tellurique de magnitude 3.3 enregistrée à Jijel (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3.3 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 22h02 (heure locale) dans la wilaya de Jijel, indique le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), dans un communiqué.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 14 km au sud-est d'El Aouana (W. Jijel), précise la même source.



TISSEMSILT

Vers l'ouverture d'une bibliothèque du patrimoine islamique amazigh en Algérie



La zaouia de Sidi Ali El Hadj d'El Mactaa dans la commune de Bordj Bounaama (wilaya de Tissemsilt) envisage l'ouverture prochaine d'une bibliothèque en son siège sur le patrimoine islamique amazigh en Algérie a-t-on appris de son cheikh, Mohamed Boudinar.

En marge de la cérémonie d'ouverture de journées de l'histoire amazigh algérienne vendredi soir au siège de la zaouia précitée, Mohamed Boudinar a souligné que cette zaouia servira d'espace qui fournira, aux personnes intéressées et aux chercheurs du patrimoine islamique amazigh en Algérie, une collection de livres et d'encyclopédies.

L'ouverture de cette bibliothèque s'inscrit dans le cadre des efforts de cette zaouia visant à relancer le patrimoine islamique amazigh dans notre pays, ainsi qu'à valoriser et mettre en exergue la culture islamique algérienne.

La cérémonie d'ouverture des journées de l'histoire islamique amazigh algérienne, initiées par la zaouia de Sidi Ali El Hadj à «El Mactaa», a été marquée par des madihs et des louanges par des talebs de la zaouia et une conférence sur la richesse islamique amazigh historique dans notre pays animée par le cheikh de la zaouia.

Le programme de cette manifestation de trois jours comporte trois expositions et conférences et deux concours du meilleur poème et du meilleur roman traitant du patrimoine amazigh algérien.

SIDI BEL-ABBÈS

Workshop sur l'élaboration d'un plan national stratégique de recherche et innovation dans le domaine de la microélectronique

L'université «Djillali Liabès» de Sidi Bel-Abbès abritera, à partir de samedi prochain, un workshop sur «l'élaboration d'un plan national stratégique de recherche et innovation dans le domaine de la microélectronique», en vue de concrétiser les multiples possibilités d'application à court, moyen et long termes, a-t-on appris jeudi des organisateurs.



Le workshop de deux jours verra la mobilisation des performances scientifiques exerçant en Algérie et à l'étranger et des professionnels pour développer les travaux de ce plan national «en vue de renforcer les capacités nationales de recherche scientifique et d'innovation dans les domaines de la conception de circuits intégrés, de systèmes électroniques et de microsystèmes électromécaniques et de la photonique sur silicium, a-t-on indiqué.

MASCARA

360 millions DA pour l'équipement des établissements de santé

Une enveloppe financière de 360 millions de dinars a été allouée dernièrement à Mascara pour l'équipement et l'entretien de plusieurs établissements sanitaires de la wilaya, a-t-on appris samedi du directeur de la santé et de la population (DSP). Plus de



la moitié de ce montant accordé par la tutelle, soit 200 millions DA, servira à combler le déficit en matériel médical et au renouvellement des appareils vétustes, permettant ainsi aux structures sanitaires de fonctionner dans les meilleures conditions possibles, a indiqué Dr Mohamed Amri.

L'autre partie du budget (160 millions DA) est destinée à la réalisation de divers travaux d'entretien, notamment ceux portant renforcement de l'étanchéité au niveau de ces mêmes établissements, a-t-il expliqué.

Le responsable a également fait savoir que son secteur verra cette année l'entrée en fonction, au sein des Urgences médicales de Mascara, d'un ensemble de services pour améliorer les prestations au profit des patients, dont un laboratoire central d'analyses, un centre de radiologie et une unité de neurologie.

ORAN

Coup d'envoi d'une opération de plantation d'arbres à haï Akid Lotfi



Une opération de plantation d'arbres a été lancée samedi à haï Akid Lotfi (est de la ville d'Oran) par l'association «écocitoyenneté», un réseau de 15 associations qui active dans la préservation de l'environnement au niveau de la wilaya.

Placée sous le slogan : «Un citoyen, un arbre», l'opération de plantation d'arbres, notamment le peuplier, une variété connue pour son vert brillant et son ombrage, vise à sensibiliser les citoyens quant à l'importance de la préservation de l'environnement, a indiqué à l'APS Lahouari Yahiaoui, président de l'association.

«50 arbres ont été plantés aujourd'hui au niveau du boulevard sud de haï Akid Lotfi», a-t-il ajouté.

Plusieurs opérations de plantation d'arbres sont au programme du réseau «écocitoyenneté», au niveau des quartiers «El Makkari», «El Othmaniya», «Emir Abdelkader» et «USTO», a fait savoir Fatiha Chiali, coordinatrice au sein du réseau, soulignant l'importance de l'adhésion des citoyens pour réaliser ce programme auquel aspire l'association pour verdier et embellir les espaces et cités d'habitation au grand bonheur des populations de la ville d'Oran.

OUARGLA

Des aides au profit des nécessiteux de la région d'Oglat Larbâa

Une caravane de solidarité portant sur la distribution d'aides au profit de plus de 40 familles nécessiteuses vivant dans la région d'Oglat Larbâa, commune de N'goussa, 40 km Ouest de la wilaya d'Ouargla, s'est ébranlée samedi d'Ouargla, à l'initiative de l'association «Djousour El-Khir».

Organisée avec le concours des bienfaiteurs, cette caravane de solidarité consiste en l'attribution des produits alimentaires de large consommation, des articles de couchage et des trousseaux scolaires, a expliqué le président de l'association précitée, Khalladi Rabie.

Cette caravane s'assigne comme objectifs l'ancrage de l'entraide et de solidarité entre citoyens et la contribution de la société à améliorer les conditions de vie de la population des zones enclavées et déshéritées.

Deuxième du genre initiée cette année par l'association, cette caravane sera confortée par d'autres initiatives similaire, en coordination avec les directions de l'action sociale (DAS) et de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH) ciblant les populations nomades et celles des régions enclavées de la wilaya.

TIARET

Plantation de 3.000 arbustes de pin d'Alep aux alentours du barrage de Bakhedda



La conservation des forêts de la wilaya de Tiaret a procédé samedi à la plantation de 3.000 arbustes de pin d'Alep à l'environnement du barrage de Bakhedda (commune de Mechraâ Sfa) dans le cadre de la campagne nationale de reboisement "Un arbre pour chaque citoyen", a-t-on appris du chef de service protection végétale et animale à la conservation Abdelkader Abidi.

Cette opération a vu la participation d'éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile et des Douanes, des autorités de la commune et daira de Mechraâ Sfa et de citoyens, faisant savoir que la wilaya de Tiaret a atteint le nombre de 500.000 arbres plantés sur un total d'un million qui lui sont réservés dans le cadre de la campagne nationale de reboisement.

Cette opération de volontariat, entrant dans le cadre de la campagne nationale décidée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, s'ajoute au programme de reboisement annuel élaboré par la conservation des forêts pour le renouvellement du couvert végétal, le renforcement de la stabilité du sol, la préservation de la biodiversité, la consécration de la culture de reboisement et la protection des terres agricoles de la wilaya de Tiaret connue pour ses grandes cultures et ses fruits et légumes contre la désertification, surtout dans sa partie sud.

La campagne de reboisement a été lancée le 25 octobre dernier et se poursuivra jusqu'au 21 mars prochain.

PARTIS / ACTIVITÉS

Le MSP participera au processus de réformes par des propositions servant la réalisation de l'entente nationale (Mokri)

Le président du Mouvement de la société pour lapaix (MSP), Abdelrezak Mokri, a affirmé, vendredi à Alger, que son parti participera au processus de réformes nationales à travers la formulation de «propositions subjectives et constructives» à même de contribuer à la réalisation de l'entente nationale et au développement global dans différents domaines.

«Le MSP sera un partie prenante dans le dialogue collectif consacré au processus de réformes nationales auxquelles a appelé le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en vue de l'édification d'une Algérie nouvelle conformément au référentiel du communiqué du 1er novembre servant l'intérêt de tous notamment les générations futures», a fait savoir M. Mokri dans une allocution prononcée lors des travaux de la 4e session ordinaire du conseil national consultatif, soulignant l'importance de l'amendement de la Constitution et l'actualisation de toutes les autres lois.

Il a affirmé, dans ce cadre, que son parti politique contribuera, aux côtés des parties concernées, à «enrichis-

sement de la Constitution à travers la formulation de proposition relatives essentiellement à la nature du régime politique et la majorité parlementaire, la régularité et la transparence des élections et la lutte contre la corruption, outre le rôle de la société civile, la création d'associations, l'indépendance de la justice, la liberté de l'expression et l'ancre des principes de citoyenneté et d'une véritable démocratie».

Evoquant le Hirak populaire, le président du MSP a mis en avant les résultats réalisés par ce Mouvement, appelant au rejet de la haine, du régionalisme et du racisme, outre de renforcer l'unité nationale.

Il a souligné la nécessité d'adopter une vision globale pour renforcer la cohésion sociale et préserver l'histoire, la culture et la civilisation de la Nation, mettre fin au régionalisme et renforcer l'appartenance maghrébine, arabe et islamique et œuvrer en faveur du renforcement du partenariat avec l'Afrique et avec les autres pays au service des intérêts communs.

Par ailleurs, M. Mokri a insisté sur la nécessité de poursuivre la lutte

contre la corruption qui s'est infiltrée, au cours des dernières années, dans tous les domaines et les secteurs, soulignant que

«l'éradication de ce phénomène est dangereuse, qui nécessite beaucoup de temps et la conjugaison des efforts de toutes les compétences et les hommes fidèles et intègres».

Concernant le volet économique, il a souligné l'importance «de la contribution de tous pour réaliser le développement global et œuvrer pour éviter la dette et renforcer et consolider les entreprises économiques et soutenir l'investissement local et externe, et la création des postes d'emploi et la lutte contre la pauvreté et la marginalisation à travers la présentation de visions et de projets claires et étudiés ainsi que l'exploitation des compétences et le renforcement de la bonne gouvernance. Par ailleurs, M. Mokri a insisté sur la nécessité de préserver la sécurité et la stabilité du pays des menaces extérieures, saluant les initiatives pacifiques de l'Algérie visant à trouver une solution à la crise libyenne dans le cadre d'un dialogue pacifique unissant les libyens.

Le mouvement El Islah est prêt à participer aux ateliers des grandes réformes (Ghouini)

Le président du mouvement «El Islah», Filali Ghouini a fait part, samedi à Oran, de la volonté de son mouvement de participer aux grands ateliers de réforme et à leur tête la réforme constitutionnelle. M. Ghouini a affirmé, lors de la réunion du conseil de coordination régional ouest de son parti, que son mouvement est prêt à participer «avec efficacité et responsabilité aux différents ateliers des grandes réformes et à leur tête la réforme de la constitution, afin que la prochaine constitution soit la constitution de l'Algérie et

pour tous les algériens». «Nous serons présents avec nos idées, nos positions, nos propositions et tout ce que nous avons accumulé comme expérience politique et ce que nous avons appris auprès des citoyens et citoyennes lors de rencontres, afin de contribuer à l'élaboration d'une Constitution qui répond aux attentes de la société et aux revendications légitimes soulevées dans le hirak et exprimées par la classe politique», a-t-il déclaré, affirmant que le mouvement «El Islah» est prêt et adhère à cette grande entreprise de réforme

constitutionnelle.

Concernant le projet de loi criminalisant les aspects de racisme et de haine, il a souligné que «le discours en Algérie doit évoluer, cultiver l'espoir chez les Algériens, traiter la réalité avec objectivité et susciter l'ambition chez les jeunes cadres algériens», insistait, à ce propos, sur la nécessité de recadrer les espaces des réseaux sociaux dont certaines pages se sont transformées en attaques contre les valeurs et les symboles de la nation, de l'identité algérienne et autres». Par ailleurs, il a fait savoir que le mouvement «El

Islah» valorise les décisions d'apaisement général et les consultations politiques d'aller vers le dialogue avec les différents acteurs de la scène politique nationale. Filali Ghouini a exhorté les présidents des bureaux de wilaya de son mouvement à coordonner avec les autres acteurs du pays et les composantes de la sphère politique local pour l'ouverture de discussions et de consultations et faire part des idées qui peuvent être présentées comme propositions, une fois que la première mouture de la réforme de la constitution est prête.

L'amendement de la Constitution, est le socle d'une nouvelle vie politique dans le pays (El-Karama)

L'amendement prévu de la Constitution «constitue le socle sur lequel repose le processus de la nouvelle vie politique du pays», a affirmé samedi à Ouargla le président par intérim du parti El-Karama, Mohamed Daoui.

«La révision prévue de la Constitution prononcée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue le socle sur lequel repose le processus d'une nouvelle vie politique dans le pays», a souligné M. Daoui lors d'une conférence de presse animée à la maison de la presse Abdelhamid Nedjah d'Ouargla, en présence de représentants de la presse locale.

Le président par intérim du parti El-Karama s'est, dans ce cadre, félicité du contenu de la dernière conférence de presse du Président de la Répu-

blique, qui avait abordé une série de questions nationales, dont l'ancrage d'une nouvelle vision pour la promotion de l'économie nationale, les start-up et l'investissement en général. Mettant en valeur la décision du Président de la République portant préparation d'un projet de loi criminalisant toutes formes de racisme, de régionalisme et de discours haineux, M. Daoui a mis en exergue les efforts menés pour rendre la place qui sied à l'Algérie à l'échelle internationale, à la faveur d'intenses activités de la diplomatie nationale, dont l'Algérie est devenue, a-t-il dit, «la destination de la diplomatie internationale».

S'agissant des assemblées élues locales et nationales, le président par intérim du parti El-Karama a estimé que ces dernières «sont incapables

d'assumer leurs missions en direction du peuple», précisant qu'elles doivent être «dissoutes et élire des assemblées représentant véritablement la volonté du peuple algérien».

Le parti El-Karama, a-t-il indiqué par ailleurs, «valorise l'initiative portant élaboration d'une loi visant à atténuer les accidents de la route qui endeuillent des familles, notamment dans les régions du Sud». Concernant le volet d'emploi, le président par intérim du parti El-Karama a appelé à prendre en charge le dossier qui, a-t-il estimé, connaît «des violations flagrantes» ce qui requiert, a-t-il dit, «l'intervention des hautes instances du pays pour répondre aux attentes des citoyens qui fondent de larges espoirs sur la nouvelle République.

Le parti de l'Alliance des forces nationales appelle à «mettre un terme aux intermédiaires dans l'exploitation des terres agricoles»

Le président de l'Alliance des Forces nationales (AFN), Nacir Anane, a appelé samedi dans la commune de Salah Bey (wilaya de Sétif) à «mettre un terme aux intermédiaires, propriétaires de biens et de licences d'exploitation de terres agricoles, et d'investissements agricoles, qui procèdent à leur location». Lors d'une conférence de presse tenue au siège de son parti dans la commune de Salah Bey, en présence de militants et de sympathisants de sa jeune formation politique, M. Anane a évoqué les vastes superficies agricoles de la région du Sud de Sétif, s'élevant à plus de 31.000 ha mais qui demeurent «inexploitées», suggérant que celles-ci soient accordées en exploitation à des jeunes sans emploi. S'agissant de sujets suscitant l'intérêt de l'opinion publique, le président de l'AFN a abordé celui du gaz de schiste, soutenant à ce propos que «l'intérêt du pays doit être pris en considération», ajoutant que «le gaz de schiste doit être exploité de manière scientifique en confiant cela à des experts dans ce domaine, tout en gardant ce dossier loin des conflits politiques». Dans un autre registre, le chef de

l'Alliance des forces nationales a salué les efforts du président Abdelmadjid Tebboune en vue de renforcer et soutenir le secteur de communication. M. Anane a souligné, dans ce contexte, que son parti «soutient les efforts du président de la République pour développer et renforcer le secteur des médias», qu'il a qualifié de «miroir des peuples, révélateur de la vérité et solide pilier sur lequel repose la construction d'un Etat de droit». A cet effet, le président de l'Alliance des forces nationales a loué la récente rencontre ayant réuni le président de la République avec des représentants des médias publics et privés, relevant «des nombreux effets positifs que les citoyens peuvent tirer de l'indépendance des médias, dans un cadre juridique garantissant les droits de tous et contribuant à jeter les fondements de la démocratie tant convoités». Parmi les objectifs de sa formation politique, M. Anane a affirmé que l'AFN «milite pour valoriser le militantisme politique pour en faire l'un des plus importants critères préalables à une adhésion partisane loin de toute forme d'exclusion politique».

RND : Le prochain congrès sera une épreuve pour franchir une nouvelle ère (Mihoubi)

Le secrétaire général par intérim du parti Rassemblement national démocratique (RND), Azeddine Mihoubi a affirmé, vendredi à Alger, que le prochain congrès prévu mars prochain sera «une épreuve pour franchir une nouvelle ère dans le cadre d'une vision permettant d'interaction avec les différentes variantes que connaît le pays».

S'exprimant lors de l'installation de la commission nationale pour la préparation du congrès extraordinaire du parti, M. Mihoubi a précisé que le prochain congrès sera également une épreuve pour franchir une nouvelle ère dans le cadre d'une vision permettant davantage d'interaction avec les différentes variantes que connaît le pays, populaires notamment. «Ce congrès apportera un plus en attirant les jeunes forces politiques», amis en avant M. Mihoubi, soulignant que le RND «projette d'aller le plus loin possible afin de présenter des nouveaux concepts pour se rapprocher des milieux populaires».

Dans le même sillage, le SG par intérim a souligné que «sa formation envisage se repositionner aux côtés du peuple en toute liberté recourant

à l'autocensure, chose qui sera démontrée durant le congrès». «Le RND devrait être capable de se transformer et d'interagir positivement avec les derniers développements que connaît le pays», a-t-il poursuivi. Et d'ajouter «nous voudrions pas d'un parti dont l'activité se limite à la participation aux échéances électorales mais plutôt une formation politique qui a une pensée activant tout au long de l'année».

«Des efforts sont consentis en vue de restituer la confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat et renouer

les liens entre les deux parties», a-t-il fait savoir, ajoutant que «le peuple doit être optimiste quant au retour de l'Algérie à la place qui lui sied». «La concrétisation de cet objectif n'incombe pas sur le Président de la République. C'est la responsabilité de toutes les institutions de l'Etat», a souligné l'ancien ministre de la Culture. Mettant en exergue les efforts consentis par l'Etat en vue de rassurer l'opinion publique concernant l'amélioration progressive de la situation», réaffirmant que son parti «tâchera à ce que l'Algérie renouera avec le progrès dans tous les domaines». Concernant la

révision de la Constitution, M. Mihoubi qualifie cette démarche «d'étape positive importante, car nous voulons que les Algériens impliquent pour servir l'avenir des générations et de l'Algérie». S'agissant de la situation socioéconomique du pays, le SG par intérim du RND a indiqué qu'elle «suscite de grandes appréhensions chez tout un chacun». Le RND «attend la présentation du prochain plan d'action du gouvernement qui, nous espérons, est à même de relever les véritables défis».

Dans ce cadre, M. Mihoubi a souligné que le rassemblement salue l'action de la diplomatie algérienne visant à protéger la sécurité et la stabilité de l'Algérie et aider les Libyens à surpasser leur crise. Au plan organisationnel, les membres de la commission de préparation du prochain congrès extraordinaire du rassemblement qui compte 184 membres attendent à préparer la feuille de route du congrès et les rapports qui seront soumis au débat. La date de la tenue du congrès extraordinaire peut être avancée d'une journée, soit les 18 et 19 mars prochain pour des raisons organisationnelles, selon M. Mihoubi.

Le PRA dispose à contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle

Le président du Parti du Renouveau algérien (PRA), Kamel Bensalem a affirmé samedi à Alger la disponibilité de son parti à contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle et à œuvrer au rétablissement de la confiance du citoyen.

Le PRA «est disposé à contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle et à la restauration de la confiance des Algériens, notamment des jeunes, et partant adhérer au projet du Président de la République à commencer par le dialogue auquel il a appelé», a-t-il déclaré à la presse en marge d'une réunion du Conseil national du PRA au Centre international de la jeunesse à Sidi-Ferruch (Alger). M. Bensalem a souligné, à ce propos, que le plus important pour sa formation politique était d'édifier une Algérie nouvelle. «L'Etat de droit et des institutions qui ouvre la voie à tous les Algériens et Algériennes sans exclusive,

et qui lutte contre l'éradication de la corruption». Affirmant que les citoyens ont adhéré au projet du Président de la République, notamment après «la consultation de personnalités importantes et respectées de l'opinion publique, qui étaient marginalisées, ce qui a permis de constater la bonne volonté du Président pour un changement réel», M. Bensalem a estimé que le problème de l'Algérie «n'est ni financier ni économique mais lié, plutôt, à l'absence de confiance et à la marginalisation de compétences et de personnalités capables d'apporter un plus à notre patrie».

Il a fait savoir, à ce titre, que le PRA «prépare une plateforme d'action commune à laquelle participent toutes les élites, parmi les cadres et les jeunes du Hirak, des organisations politiques et de la société civile en vue de formuler des propositions et des solutions adéquates aux questions des jeunes.

Aïn Defla : Osmani appelle à fédérer les efforts pour faire sortir le pays de la situation difficile à laquelle il fait face

Le président du Parti la Voix du Peuple (PVP), Lamine Osmani, a mis l'accent samedi à partir de Aïn Defla sur l'impératif de fédérer les efforts de tous les enfants du pays en vue de faire sortir de la situation difficile à laquelle il est confronté. «En cette conjoncture particulièrement difficile en tous points de vue, l'Algérie a incontestablement besoin de tous ses enfants pour sortir de la crise à laquelle elle fait face et entrevoir l'avenir avec sérénité», a souligné M. Osmani lors d'un meeting populaire abrité par le centre culturel de Aïn Turki. Il a, dans ce contexte, fait remarquer que «l'heure ne doit pas être à l'invective mais à la formulation de propositions concrètes à même de fructifier le débat et, partant, permettre d'entrevoir des solutions à la sortie de la crise». Selon lui, il est indispensable de «bannir toute démarche hautaine dont les effets se sont, par le passé, avérés catastrophiques sur le pays», appelant à mettre le pays au-dessus de toute autre considération. Evoquant les difficultés socio-économiques dans lesquelles se débattent nombre de régions du pays, particulièrement les plus enclavées d'entre elles, Lamine Osmani a soutenu mordicus que «cette peu reluisante situation est le fruit de la répartition déséquilibrée des richesses du pays». Evoquant son parti, il a indiqué que celui-ci s'emploie à avoir un «prolongement» au sein de la population, observant que désormais, «seul l'amour du pays et la compétence doivent avoir droit de cité». A la fin de son meeting, le président du Parti la Voix du Peuple a animé un point de presse dans lequel il a mis en exergue les vertus du dialogue indépendamment des convictions des uns et des autres. S'exprimant sur les consultations et les concertations lancées par le président de la République avec un certain nombre de personnalités politiques et de représentants de la société civile, M. Osmani s'est félicité de cette initiative à même, selon lui, de trouver des solutions concrètes à la sortie de la crise.

DOUANES/JOURNÉE

Les douanes algériennes lancent un nouveau site web

La direction générale des Douanes algériennes procédera le 26 janvier 2020, au lancement de son nouveau site électronique à l'occasion de la journée internationale de la douane (JID), a indiqué jeudi un communiqué de cet organe. A l'occasion de la célébration de la JID, coïncidant avec la date de création de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD), la direction générale des Douanes algériennes organisera plusieurs activités, au niveau de la Salle des conférences de la wilaya de Tipasa, dont la projection d'un documentaire sur les décisions anticipées en matière de classement tarifaire et les pays d'origine des marchandises, outre la signature d'une lettre de notification adressée au Secrétaire général de l'OMD portant acceptation par l'Algérie de la recommandation relative aux décisions anticipées en matière de classement tarifaire et des pays d'origine des marchandises, précise la même source.

Outre la signature d'un protocole de coopération entre l'Inspection générale des Finances (IGF) et la direction Générale des Douanes, il sera procédé, par la même occasion, à la remise d'attestation de mérite, attribuées par les Douanes algériennes, ajoute le communiqué.

Dans un message adressé à l'occasion de la célébration de cette journée organisée sous le slogan «La durabilité au cœur de l'action douanière pour les personnes, la prospérité et la planète», le SG de l'OMD a mis en avant le rôle primordial de la douane dans la garantie d'un avenir durable pour tous à travers ses missions et sa présence permanentes aux frontières. Il a mis l'accent sur l'importance de faire face aux défis environnementaux, socioéconomiques et sanitaires, par l'intensification des efforts, valorisant la contribution des douanes dans l'édification d'une société sécurisée et protégée et ce à travers l'encouragement de l'innovation, la protection des droits de propriété intellectuelle et l'interdiction de l'entrée de marchandises et de produits contrefaits, outre la lutte contre la fraude, la criminalité transfrontalière et le détournement de fonds. Mettant en avant la contribution des douanes dans la prospérité et la levée des restrictions commerciales pour aboutir à des sociétés équitables et inclusives, le responsable a fait savoir que le commerce international jouait un rôle important dans l'appui des sociétés et économies prospères et durables, en adoptant des mesures rigoureuses contre la fraude commerciale et l'évasion fiscale. Le rôle des douanes, a-t-il rappelé, consiste à protéger la planète et à garantir sa viabilité au profit des générations futures, ajoutant que les douanes pourront participer à la lutte contre les changements climatiques, tout en assurant une durabilité environnementale solide à travers la lutte contre le commerce illicite.

PROTECTION CIVILE

Les unités opérationnelles de la Protection civile dotées de moyens logistiques pour développer le service public

Les unités opérationnelles de la Protection civile à travers le territoire national ont été dotées, dernièrement, de moyens logistiques leur permettant de développer et promouvoir le service public, a-t-on appris lors d'un séminaire régional des chefs d'unités principales de ce corps, organisé jeudi à Tiaret. Le sous-directeur des opérations à la Direction générale de la Protection civile, le lieutenant colonel Saïd Lahiani a abordé, en marge de cette rencontre, les moyens mis, dernièrement à la disposition des unités principales de la Protection civile et le dispositif de la protection civile qui jouent un rôle important dans le développement du service public et la gestion du domaine opérationnel de ce dispositif.

Le lieutenant colonel Lahiani a cité, dans ce sens, le renforcement de l'effectif des colonnes mobiles de 27 à 37 à travers le territoire national et les soutenir par des unités aériennes qui ont prouvé leur efficacité et leur performance à faire face aux feux de forêts, l'été dernier pour éteindre 150 incendies et évacuer des malades.

Les hélicoptères de ce dispositif ont été utilisés dernièrement dans le transport d'une victime d'un accident de la circulation dans la wilaya d'El Oued vers l'établissement hospitalier spécialisé de la wilaya de Ghardaïa, a-t-il rappelé. La rencontre vise à élaborer un plan de la Direction générale de la Protection civile en se référant au bilan général de l'année dernière, en évaluant les insuffisances et le travail du terrain des unités principales, en établissant un programme d'exercices et de manœuvres qui améliorent les capacités et la disponibilité des agents et en réfléchissant sur les voies et moyens de promotion et de développement du travail de la protection civile, a-t-il souligné. Le sous-directeur des secours à la Direction générale de la Protection civile, le médecin et commandant Karim Habbî a indiqué que le dispositif de la protection civile a été renforcé dans le cadre de la stratégie de la Direction générale pour doter 48 wilayas de 670 plongeurs, rappelant que leur effectif ne couvrait que 42 wilayas auparavant avec un total de 530 plongeurs.

Le nombre des équipes d'intervention en milieux accidentés a été augmenté à 32 wilayas au lieu de 22 et celui des équipes cynotechniques couvre actuellement 18 wilayas, a-t-il fait savoir. La rencontre régionale des chefs d'unités de 24 wilayas de l'Ouest, Centre et Sud-ouest du pays, organisée par la Direction générale de la Protection civile, a été encadrée par l'inspecteur général de ce corps, le colonel Hamza Benfarhat.

AGRICULTURE

Omari: «prise de mesures pratiques pour la réalisation du plus grand nombre possible de silos de céréales»

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari a révélé, jeudi à Alger, que des mesures pratiques avaient été prises pour la réalisation du plus grand nombre possible de silos de céréales avant le début de la prochaine campagne moisson-battage.

Présidant une réunion avec les membres du bureau exécutif du Conseil national interprofessionnel de céréaliculture, M. Omari a rappelé les grands objectifs s'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale pour le développement de la filière des céréales, notamment la réduction des importations, la maîtrise de la production et de la productivité et la modernisation des systèmes de production, en recourant à la science, à la recherche et à l'innovation.

Il a appelé les membres du Conseil à élargir la représentation des différents acteurs de ladite filière au sein du Conseil notamment les transformateurs et ce dans l'objectif d'investir dans l'augmentation et l'amélioration de la production nationale des céréales, exhortant le Conseil et les



cadres du ministère à accélérer la réalisation de projets pilotes pour l'utilisation des énergies renouvelables dans la production des céréales notamment dans le Sud, en sus de la modernisation du système de financement agricole.

Pour leur part, les membres du conseil ont salué la volonté politique de l'Etat d'accompagner les profes-

sionnels dans le développement de la filière des céréales. Ils ont demandé l'intensification et le renforcement de l'accompagnement technique des agriculteurs et la réactivation des stations des instituts techniques et de recherche proches des régions de production.

Lors de cette rencontre, le ministre a débattu avec les membres du bureau exé-

cutif de la filière de plusieurs thèmes liés à la filière et aux résultats accomplis la saison précédente ainsi que les divers projets lancés pour améliorer la performance de la filière, à l'instar de l'élargissement des capacités de stockage, l'irrigation complémentaire, la mécanisation, la recherche scientifique, la formation, l'organisation et autres.

Lors de cette réunion tenue au terme des travaux de l'assemblée générale du bureau exécutif du conseil à laquelle ont assisté des cadres du ministère, M. Omari a mis l'accent sur l'importance que revêt cette filière stratégique en matière de sécurité alimentaire et de développement socioéconomique, sachant que 600.000 agriculteurs produisent des céréales qui occupent 50 % des surfaces agricoles.

M. Omari examine avec les éleveurs les voies et moyens de relancer la filière

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari a reçu, jeudi au siège du ministère, les représentants des éleveurs et propriétaires de chevaux de différentes wilayas du pays avec lesquels il a évoqué plusieurs questions relatives à la relance et au développement de la filière de l'élevage équin, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre à laquelle étaient présents également des cadres du ministère, M. Omari a écouté les préoccupations des éleveurs et propriétaires de chevaux et leurs propositions visant à trouver des solutions adéquates aux problèmes rencontrés par l'éleveur, ainsi que les

mécanismes à mettre en place pour relancer cette activité agricole à dimension historique, culturelle, sociale et économique dans plusieurs wilayas du pays, précise la même source. Soulignant la disponibilité des autorités publiques à accompagner les professionnels de cette filière sur tous les niveaux, le ministre les a appelé à s'organiser au sein de coopératives agricoles en vue de faciliter les opérations d'accompagnement et d'encadrement, notamment en ce qui concerne la santé animale et l'amélioration des races.

Le ministre a insisté, en outre, sur l'impératif de moderniser cette activité à travers la numérisation pour

favoriser la transparence dans la gestion et accélérer l'application des mesures prises par les autorités publiques en faveur des éleveurs et des professionnels, ainsi que l'importance de valoriser cette activité pour créer une plus value à l'économie nationale.

Le ministre de l'Agriculture a donné des instructions pour élaborer une feuille de route avec la contribution des professionnels, notamment les éleveurs de chevaux afin de développer cette filière en se basant sur la restructuration de l'Office national de développement des élevages équins et camélins ainsi que l'organisation des éleveurs.

SÉISME À JIJEL

Les ministres de l'Intérieur et de la Solidarité nationale s'enquêtent de la situation

Les ministres de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, de la Solidarité nationale, la famille et la condition de la femme, Kaouter Krikou, se sont rendus vendredi dans la commune d'El Aouana, (20 km à l'Ouest de Jijel) pour s'enquérir de la situation dans la région suite au séisme enregistré dans la région.

Dans une déclaration à la presse au centre ville d'El Aouana, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, relevant que «le président de la République Abdelmadjid Tebboune suit de près la situation à Jijel depuis l'annonce de ce séisme» a mis en avant la nécessité pour les commis d'Etat «de se mobiliser à tous les niveaux pour faire face à toute éventualité afin d'assurer et

porter assistance et réconfort aux citoyens». «Je saisis l'occasion pour m'adresser à tous les responsables leur demandant d'être vigilants et prêts dans la nouvelle Algérie à toute urgence» soulignant que «l'Etat à travers ses institutions sera toujours présent aux côtés des citoyens dans toute circonstance et tout moment», a-t-il ajouté. M. Beldjoud a relevé «qu'aucune perte humaine ou matérielle n'a été signalée suite à ce séisme» indiquant que le mouvement de panique observé parmi les citoyens «était normal en pareil cas».

De son côté, le ministre de la Solidarité nationale, de la famille et la condition de la femme, Kaouter Krikou, assurant de l'appui de l'Etat à travers ses institutions aux citoyens dans toute situation d'urgence, a souligné que «sa présence avec le ministre de l'Intérieur, des collectivités



locales et l'aménagement du territoire s'inscrit dans le cadre de la solidarité avec les citoyens».

Une cellule de crise supervisée par le wali de Jijel a été installée et ses membres ont procédé à des inspections de terrains pour relever d'éventuels dégâts engendrés par le séisme, avait déclaré à l'APS, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Al Aouana, Me-

rouane Boufennisa. Un tremblement de terre de magnitude 4.9 sur l'échelle ouverte de Richter et dont l'épicentre a été localisé en mer à 05 km au Nord-est d'El Aouana, a été enregistré vendredi matin à 08h24 dans la wilaya de Jijel, avait indiqué le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), dans un communiqué, rappelle-t-on.

AGRICULTURE

Hausse de production durant la campagne 2017-2018 (ONS)

Plusieurs filières agricoles ont connu des hausses de production durant la campagne agricole 2017-2018, en comparaison avec la précédente 2016-2017, a-t-on appris auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Il s'agit des céréales, des cultures industrielles, les maraîchères, les fourrages, les agrumes, les dattes, les viandes blanches et le miel.

Cependant, des baisses ont caractérisé les produits de certaines autres filières agricoles, à savoir, les olives, les figues, les viandes rouges, les cultures fruitières à l'exception des abricots, le lait et la laine.

La campagne agricole 2017-2018 a été marquée par une «importante» production évaluée à 60,57 millions de quintaux de céréales (toutes catégories confondues) contre 34,7 millions de quintaux enregistrés durant la campagne agricole 2016/2017, soit une hausse de 75% (plus de 25 millions de quintaux), selon les données statistiques de l'ONS.

Cette hausse de la production céréalière d'hiver incombe la production de blé dur qui a atteint 31,8 millions de quintaux, contre 19,9 millions de quintaux marqués durant la campagne précédente, soit une hausse de 60%.

Elle est due aussi à la production de l'orge, qui est passée de 9,7 millions de quintaux à 19,6 millions de quintaux, en hausse de 102% durant la même période de comparaison.

Quant au blé tendre, l'ONS fait état d'une production atteignant 8 millions de quintaux contre 4,4 lors de la campagne agricole antérieure, soit une augmentation de 80%. S'agissant de la production de l'avoine, elle a atteint 1,18 millions de quintaux contre 0,64 millions de quintaux lors de la campagne agricole antérieure, soit une augmentation de 84%.

Pour les céréales d'été, leur production est passée de 76.060 quintaux à 91.340 quintaux, soit une croissance de 20%, selon l'ONS.

Par ailleurs, la production des cultures agricoles industrielles a affiché une croissance de 26% par rapport à la campagne précédente.

La production de la tomate s'est élevée à 15.406.655 quintaux pour la campagne agricole 2017/2018, contre 12.097.326 quintaux la campagne précédente, soit 27% de plus.

De même pour l'arachide et le tabac, leurs productions ont affiché des hausses respectives de 17% et 4%.

Concernant la production légumineuse (toutes espèces confondues), elle a été évaluée à 1.376.378 quintaux contre 1.072.494 pour la campagne écoulée, soit un taux de croissance positif de 28%, souligne l'ONS.

Selon les données de l'Office, toutes les espèces ont vu leur production en hausse à savoir les haricots secs (90%), les lentilles (55%), les pois chiches (30%), les fèves-féveroles (17%) et pois secs (16%).

S'agissant de la production nationale des cultures maraîchères, elle a augmenté à 136,57 millions de quintaux, contre 130,2 millions de quintaux en 2017, soit une hausse de 5%.

Par espèce, cette augmentation indique des taux de croissances



positifs oscillants entre 1% et 64%.

Les meilleures croissances concernent principalement l'ail (64%), petits pois (42%), courgettes (26%), choux fleurs (19%), choux verts (17%) et aubergines (17%).

«En dépit de la hausse de la production nationale (+5%) en 2018, quelques espèces ont affiché des croissances négatives (haricots verts -5%, autres légumineuses -3%, oignons -1% et poivrons -1%)», ajoute l'Office national.

Pour ce qui est de la production fourragère, elle a atteint un total de près de 48,8 millions de quintaux, en hausse de 20% comparativement à la campagne antérieure.

Les fourrages artificiels, qui s'accaparent la plus grande part de l'ensemble des productions fourragères (83%), ont atteint plus de 40 millions de quintaux en 2018, soit une hausse de 15% par rapport à l'année écoulée.

Pour les agrumes, leur production globale a connu aussi une tendance haussière.

Ils totalisent près de 14,8 millions de quintaux durant la campagne agricole 2017/2018, en hausse de 10% comparativement à la saison 2016/2017.

Cette hausse est due essentiellement à l'évolution de la production d'oranges, soit 12% par rapport à la saison par rapport à la saison agricole 2017.

Ainsi, la hausse la plus importante concerne les oranges qui a atteint près de 11,3 millions de quintaux, suivi de celle de la clémentine de 2,17 millions de quintaux et enfin le citron avec près de 790.000 quintaux.

Pour ce qui est de la production de dattes, elle a été estimée à 10,9 millions de quintaux, soit un taux de croissance positif de 3%, comparativement à la campagne écoulée.

Près de 54% de la production provient des fameuses dattes algériennes «Deglet-Nour», suivi de celle des dattes sèches (28%) et le reste, soit 18% de dattes molles.

Par variété, cette croissance est attribuée à la Deglet Nour et les dattes sèches respectivement de 5% et 4%. La production d'olives a atteint 8,6 millions de quintaux contre 6,80 millions de quintaux en 2016/2017, en hausse de 26%, soit un gain en volume de 1763239 quintaux d'olives.

Quant au miel, sa production a été estimée en 2018 à près de 7,324 tonnes, contre 6,123 tonnes en 2017, soit une croissance de 19,6%.

Recul de l'ensemble des cultures fruitières

Selon les données de l'ONS, la production de l'ensemble des cultures fruitières a été évaluée à 14,8 millions de quintaux, marquant une baisse de 2% par rapport à la campagne 2016/2017.

Cette baisse est principalement attribuée à la régression des trois premières espèces qui constituent près de 60% de la production globale à savoir les pommes (33%), les poires (13,5%) et les pêches (12,9%) dont les productions ont fléchi respectivement de -1%, -16% et -4%, explique l'Organisme des statistiques.

En revanche, la production d'abricots qui constitue plus de 16% de la production globale a relevé un taux de croissance positif de 2% par rapport à 2017.

La production des figues a diminué de (-15%), soit une perte de 194.705 quintaux.

Par ailleurs, l'Office note que l'effectif global du cheptel (toutes races confondues), s'est établi en 2018 à 36.013.296 de têtes, avec prédominance de la race ovine soit près de 80%.

Comparativement à 2017, l'effectif global n'a enregistré que 173.528 têtes de plus, soit l'équivalent de 0,5% seulement.

Cette hausse est imputable à la race ovine qui s'est distinguée par une augmentation de 330.392 têtes de plus par rapport à 2017, explique l'ONS. S'agissant de la production des viandes rouges, elle atteint près de 529.012 tonnes au cours de 2018, soit une diminution de 2,7% par rapport à 2017.

Pour les viandes blanches, la production s'est établie à près de 540.369 tonnes, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année écoulée. En matière de production de lait, les réalisations cumulées de l'exercice 2018 font état de 4,21 milliards de litres de lait dont 933.496 millions de litres collectés. Comparativement à l'exercice 2017, la production du lait a marqué des régressions de -6,9% et -4,4% respectivement pour la production et la collecte.

La production d'eufs de consommation a été marquée également par un recul de -4,4%.

En effet, elle est passée d'une production évaluée à 6,57 milliards d'unités en 2017 pour atteindre 6,28 mds d'unités en 2018.

Enfin, la production de la laine, elle s'est établie à 37,048,5 tonnes en 2018, contre 38,238,1 tonnes en 2017, soit un repli de -3,1%.

INVESTISSEMENT

Le Forum des compétences algériennes appelle à impliquer les algériens de l'étranger dans le renouveau économique du pays



Le président du Forum des compétences algériennes (FCA), Adel Ghebouli, a appelé samedi à l'implication des compétences algériennes établies à l'étranger dans le renouveau économique du pays, en leur offrant les outils et mécanismes nécessaires.

A l'occasion de la 2ème conférence du FCA, organisée sous le thème «l'implication des compétences algériennes dans la construction de la nouvelle Algérie», M.

Ghebouli a souligné l'intérêt de mettre en œuvre des mécanismes structurels et administratifs permettant «la mise en place de réels cadres de liaison entre les compétences algériennes locales et internationales afin de faire face aux défis du moment et pour bâtir une Algérie moderne».

Regrettant «la marginalisation des compétences algériennes établies à l'étranger par le passé», le même responsable a estimé que celles-ci doivent être associées aux compétences locales pour que cet ensemble joue son rôle dans le développement d'une Algérie nouvelle.

«La volonté politique est présente au vu du discours du président de la République au travers duquel nous avons constaté une volonté d'associer les compétences nationales de tout horizon pour bâtir la nouvelle Algérie», a-t-il fait observer. Selon lui, le FCA se veut un point de liaison entre les compétences algériennes locales et à l'étranger avec les autorités publiques. «Après avoir organisé la première conférence internationale en septembre 2019, nous voulons passer désormais vers des solutions pratiques pour intégrer les compétences du pays résidant en Algérie et celles à l'étranger», a-t-il affirmé, précisant que le FCA a mis à disposition des cadres algériens à l'étranger un site internet et une banque de données, pour que les algériens établis à l'étranger puissent partager leurs compétences et expertises avec leur pays d'origine et être en lien avec les autorités du pays.

Selon M. Ghebouli, l'émigration des compétences constitue une réelle perte pour l'Etat qui a beaucoup investi en ces capacités. Présente à cette conférence, Naouel Kenoune, experte en nutrition et hygiène de vie établie en Allemagne, a assuré que les cadres algériens établis à l'étranger sont prêts à investir dans leur pays d'origine s'ils sont soutenus par un cadre favorable à l'expression de leurs compétences.

«Les cadres établis à l'étranger veulent venir investir dans leur pays et réussir.

Pour cela, établir un climat de confiance est nécessaire», a-t-elle noté.

Pour sa part, Mohamed Djermani, investisseur dans le domaine du tourisme a regretté la lenteur dans les procédures administratives afin de concrétiser son investissement qu'il a entamé en 2014.

«Nous avons un magnifique pays, si mon expérience peut apporter quelque chose de constructif au pays, ce serait très bien.

Nous avons besoin d'instances pour nous aider, notamment en éliminant la bureaucratie», a-t-il estimé.

SIDI BEL-ABBES

Appel à développer la microélectronique pour booster l'économie nationale



Les participants à un workshop sur «l'élaboration d'un plan d'action national stratégique de recherche et d'innovation dans le domaine de la microélectronique», ouvert samedi à l'université Djillali Liabes de Sidi Bel-Abbes, ont souligné la nécessité d'une collaboration entre chercheurs et professionnels pour développer ce domaine clef et booster l'économie nationale.

La nécessité de tirer profit de la recherche scientifique et académique pour développer ce domaine avec, à la clef, le renforcement de l'investissement dans cette spécialité pour créer une valeur ajoutée au bénéfice de l'économie nationale, a été soulignée lors de la rencontre scientifique élargie aux enseignants universitaires et aux compétences nationales ainsi que celles actives à l'étranger en microélectronique.

Hakim Harik, directeur sectoriel auprès de la direction générale de la Recherche scientifique et Développement technologique (DGRSDT), a insisté sur l'impératif de poursuivre les échanges entre universitaires et chercheurs pour l'élaboration d'un plan de développement de la microélectronique en Algérie, en offrant une opportunité aux étudiants qui ont choisi ce secteur important et les encourager à créer des start-ups innovantes.

«L'objectif premier est de trouver les mécanismes qui permettent d'atteindre un niveau élevé d'innovation, ainsi que d'augmenter le niveau de développement technologique au sein des universités en faisant appel aux compétences nationales dans le domaine de la microélectronique et permettre aux universitaires de tirer profit de l'expertise nationale formée à l'étranger.

Il s'agit également de les encourager à créer leur start-ups dans cette filière et d'accompagner les entreprises mères pour apporter une valeur ajoutée», a-t-il ajouté.

Pour sa part, Abdelkader Tadjer, enseignant à l'université Djillali Liabes, a donné un aperçu sur l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes, créée durant les années 70 et pionnière à l'échelle africaine dans le domaine de la fabrication des composants électroniques, semi-conducteurs et cartes mères, qui entrent dans le montage des télévisions et radios, ainsi que tous les besoins en microélectronique, insistant sur la nécessité d'encourager les étudiants à créer des start-ups et travailler parallèlement avec l'entreprise mère, ce qui permettra de densifier le tissu économique dans le domaine de la microélectronique.

Le wali de Sidi Bel-Abbes, Ahmed Abdelhafid Saci, a indiqué, de son côté, que cette rencontre scientifique est une occasion de plus pour les jeunes et les étudiants de s'impliquer dans la vie active à travers l'encouragement de l'investissement, insistant sur l'impératif de développer la recherche scientifique dans la microélectronique et son élargissement à ceux qui veulent s'y mettre, ainsi que de renforcer sa place en fixant les axes stratégiques pour relever le défi sur le marché de la pièce électronique et les perspectives de développement économique. Pour rappel, les travaux de ce workshop de deux jours, organisé à l'initiative de la DGRSDT, structure de recherche, placée sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, visent à élaborer un plan de développement pour relever le défi de la filière microélectronique, d'approfondir son caractère pluridisciplinaire à travers un certain nombre d'applications, outre la modernisation de la formation qualifiante dans le domaine de la microélectronique et la fixation d'axes stratégiques pour tracer une feuille de route au plan national et renforcer la coopération scientifique.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE D'ORAN Des démarches pour donner une impulsion à la cuniculture en Algérie

L'association nationale «Nouvelle génération» des éleveurs de lapins d'Algérie (ANGELA) mise énormément sur les foires agricoles pour donner une impulsion à la cuniculture et l'élargir à travers l'ensemble des wilayas du pays dans le but de diversifier le marché des viandes blanches en Algérie, a-t-on appris à Oran du président d'association.

Bouheddoun Madjid a indiqué à l'APS en marge de la 5ème édition du Salon International de l'Agriculture qui se poursuit à Oran, que l'un des objectifs de l'ANGELA, est de donner une impulsion à l'élevage de lapins qui a connu un recul à cause d'un certain nombre de problèmes liés notamment au manque de médicaments, à la commercialisation et à la cherté des aliments nécessaires pour ce type d'animaux domestiques. L'alimentation pour lapin est disponible en Algérie mais son prix reste élevé oscillant entre 4500 et 4600 DA le kilogramme, a-t-il fait remarquer.

«Cet état de fait nécessite une initiative pour faire baisser ce prix qui pèse énormément sur les épaules de l'élevage», a-t-il souligné, attirant l'attention sur l'intérêt manifeste d'opérateurs pour ce créneau, en témoigne le dénombrement de 10 unités spécialisées dans la fabrication des aliments, alors que leur nombre ne dépassait pas une en 2006.

En plus du renchérissement des prix de cette matière importante dans l'élevage des lapins, le prix de sa viande reste élevé sur le marché tant il est vrai qu'il varie entre 900 et 1.000DA/ kg chez les bouchers, alors que le prix du lapin vivant dont le poids varie entre 1 et 3 kilogrammes varie entre 360 et 400 DA, selon le président de cette association, éleveur de lapins de son état à Tizirt (Tizi-Ouzou). Cette association



qui compte 10 adhérents en son sein issus de différentes wilayas du pays, entend participer à différents événements à caractère agricole et organiser des séances de dégustation, et ce, pour promouvoir la culture de la consommation de la viande de lapin, qui n'est pas assez répandue en Algérie, comme l'a souligné notre interlocuteur qui atteste que «la viande de lapin est riche en vitamines et protéines animale et occupe la deuxième place après le poisson».

Toujours, dans le cadre du développement de cette filière en Algérie, cette association aspire à ce que ce genre d'activités agricoles soit maintenu de manière pérenne. En juillet dernier, l'asso-

ciation a pris une initiative en procédant à la signature de conventions avec l'Institut technique d'élevage de Baba Ali (Alger) pour disposer d'éleveurs de lapins pour la conduite des espèces algériennes dont notamment celle connue sous le label «Ilaf 2006» et sa reproduction, selon son président.

Cette variété est considérée comme la meilleure en Algérie car elle dispose d'une grande immunité et résiste aux conditions les plus difficiles, s'adapte facilement aux spécificités locales et se distingue par rapidité dans la reproduction, a fait savoir la même source, qui fait observer que l'élevage de cette variété de lapins a prouvé sa réussite.

Invitation du musée agricole de Sidi Bel-Abbès à la manifestation musées universels en Grande Bretagne

Le musée agricole de Sidi Bel Abbès est invité à prendre part à la manifestation des musées universels qui se tiendra en mars prochain en grande Bretagne a-t-on appris de son responsable, en marge du salon international de l'agriculture qui a pris fin samedi à Oran.

Ghalem Sardi a indiqué que le musée agricole basé au rectorat de l'université de Sidi Bel-Abbès «Djillali Liabés» a reçu une invitation de l'Association internationale des musées d'agriculture pour prendre part à la manifestation des musées universels prévu en Grande Bretagne en mars prochain.

Cette participation du musée de Sidi Bel-Abbès, reconnu au niveau de l'Association internationale des musées d'agriculture (AIMA) et de la Fédération des musées d'agriculture et du patrimoine rural, permettra



de présenter et faire connaître cet espace premier du genre au niveau national et deuxième en Afrique, a souligné M.

Sardi, l'initiateur de la création de ce musée.

Cet établissement conserve plus de 17.000 pièces et dispose de trois divisions, la première concernant les semences, les insectes et les feuilles, la deuxième est la maison de l'agriculteur qui met en exergue le quotidien de

l'agriculteur ancien et la troisième est réservée aux différents matériels utilisés en agriculture dont les grands engins, a fait savoir cet agronome et universitaire.

Créé en 2004, ce musée draine de nombreux visiteurs dont des personnalités, des universitaires étrangers, des étudiants et des élèves et organise à travers les universités du pays des manifestations à caractère agricole. Le même

intervenant a appelé à prendre en considération ce musée dont le siège est exigu ne lui permettant pas d'exposer et de jouer son rôle éducatif surtout qu'il est une destination des élèves.

Le musée agricole de Sidi Bel-Abbes a accueilli lors de sa participation au Salon International de l'agriculture d'Oran, un grand nombre d'élèves, de professeurs d'université et d'étudiants qui ont pris connaissance de ses collections et du merveilleux patrimoine documentant le développement de l'agriculture en Algérie. La cinquième édition de ce salon international de quatre jours, organisée par l'agence «Exposium Events», a enregistré la participation d'une cinquantaine d'exposants algériens et une entreprise tunisienne et l'affluence d'environ 8.000 visiteurs, selon les organisateurs.

FOIRE DU MIEL ET DES PRODUITS DE LA RUCHE À CHLEF Des prix en hausse, causes et mesures

Les différents types de miel et autres produits de la ruche actuellement exposés à la vente à la Foire nationale du miel et des produits de la ruche, organisée du 20 au 28 du mois en cours à Chlef, ont enregistré une hausse «notable», comparativement à l'année précédente, impactant sur l'activité commerciale au sein de la manifestation.

En effet, cette foire économique et commerciale a été marquée par une affluence modeste des visiteurs, «visiblement refroidis» par la hausse des prix des différents types de miel et des produits de la ruche exposés à la vente, au moment où ils s'attendaient à des prix nettement à la portée de leur bourses, a-t-on constaté.

Approchés à ce propos, par l'APS, de nombreux apiculteurs exposants ont imputé la hausse des prix au «recul de la production mellifère», en raison, selon eux, des conditions climatiques défavorables, comme l'une des «raisons principales à l'origine de la hausse des prix et leur instabilité», ont-ils indiqué.

A cela s'ajoute, «les frais inhérents au déplacement des ruches d'abeilles pour la transhumance sans omettre les dépenses liées à l'acquisition de matières premières nécessaires pour l'activité apicole», ont-ils soutenu.

«La production mellifère de cette année a enregistré un important recul, dû notamment à des conditions climatiques défavorables, ayant impacté négativement la période de floraison des arbres et plantes», a indiqué, à l'APS, le président de l'association des apiculteurs, Abdelaziz Ait Hammouda.

Un fait, a-t-il dit, à l'origine d'un «recul du rendement de la ruche qui ne dépasse pas cinq (5) kg de miel, contre un rendement estimé entre 10 à 15 kg (par ruche) précédemment», a-t-il déploré.

Selon Malika Malki, une apicultrice de Blida, «les conditions climatiques extrêmes contraignent les apiculteurs au déplacement de leurs ruches pour la transhumance au niveau d'autres régions plus clémentes.

Certains poussent leur quête jusqu'à des zones sahariennes ou situées en montagne», a-t-elle souligné, «ce qui implique des frais supplémentaires, qui sont intégrés par la suite dans le prix de revient du produit fini (le miel)», a-t-elle fait savoir.

Yacine Remla apiculteur de Chlef a, quant à lui, imputé cette hausse des prix du miel aux «coûts élevés des équipements d'importation notamment, nécessaires pour l'élevage apicole».

Il a exprimé son souhait de voir



les «entreprises locales s'orienter vers l'investissement dans la filière apicole, de manière à contribuer à la baisse des frais de ces équipements», a-t-il souhaité.

Si l'organisation des foires fait partie des activités commerciales propices à la commercialisation de différents types de miel local et des produits de la ruche, la hausse des prix, conjuguée au manque de confiance des citoyens dans le produit local, constituent une entrave à une bonne activité commerciale, ce qui conduit inévitablement à un stock d'inventures.

En attendant d'assurer une meilleure organisation à la filière apicole, considérée pourtant parmi les activités génératrices de richesse à l'échelle locale et mondiale, eu égard aux possibilités offertes pour l'exportation du produit, dans le cas de la disponibilité de laboratoires de contrôle et de certification du miel local, les apiculteurs ont recours à de nombreuses mesures ou «astuces», qui leur assurent l'écoulement de leurs produits, au même titre que la confiance du consommateur. En effet, les exposants ont trouvé une parade à la hausse des prix, en proposant le miel dans des contenants de différents volumes et poids. Un choix est ainsi offert aux consommateurs en vue d'acquiescer un pot de pas plus de 125 g de miel pour 500 à 800 DA, au lieu d'un kg pour des prix compris dans une fourchette entre 3.600 à 5.000 DA.

«Proposer le miel dans des pots de différents poids nous a permis d'assurer de + bons gains+ aux premiers jours de cette foire», ont

admis nombre d'apiculteurs. Tandis que d'autres ont opté pour la méthode pédagogique, en fournissant maintes informations et conseils à propos des vertus de chaque type de miel exposé, tant et si bien qu'ils sont arrivés à convaincre de nombreux visiteurs de l'achat de leurs produits, a constaté l'APS, sur place. Selon les échos recueillis, par l'APS, auprès de nombreux exposants, une majorité des apiculteurs sont «désormais convaincus de l'intérêt de la formation dans cette filière, notamment concernant les vertus de la thérapie par le venin d'abeille».

Les cycles de formation doivent, également, contribuer à une mise à niveau et actualisation des connaissances des apiculteurs, tout en développant leurs aptitudes en matière de commercialisation, est-il escompté.

Les visiteurs ont, pour leur part, loué l'organisation de cette foire, qui leur permet de prendre connaissance des différents miels existant à l'échelle locale, et de découvrir leur secrets de fabrication et leurs vertus, au vue de l'absence de la confiance entre le consommateur algérien et le producteur», ont-ils indiqué à l'APS.

A noter que les prix des miels proposés à la vente, à cette foire, ont varié entre 3.300 DA/kg pour le miel de fleurs, et 3.600 DA/kg pour le miel de thym, au moment où le miel de carotte sauvage a été affiché à 3.500 DA/kg, le miel de montagne à 4.000 DA/kg, et le miel de jujubier entre 4.500 à 5000 DA/kg.

SOUK AHRAS Hausse sensible du nombre de micro- entreprises en 2019



Le nombre de micro-entreprises créées durant l'année 2019, au titre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) a atteint 176 dont 39 réalisées par des femmes, a-t-on appris samedi auprès du directeur de l'antenne locale de cet organisme, Abdesselam Zeroual.

L'année 2019 a vu la création de 176 micro-entreprises, alors qu'en 2018, leur nombre ne dépassait pas 100, a indiqué à l'APS, M. Zeroual, soulignant que l'engouement des jeunes pour la création des entreprises et leur accompagnement permanent par les responsables de cet organisme ainsi que l'organisation de journées «portes ouvertes» ayant permis de créer des liens de communication avec les jeunes, axés sur la communication de proximité, la promotion des services et l'explication des mesures et procédures liées à la création des micro-entreprise, constituent les facteurs qui ont favorisé cette augmentation sensible.

Des portes ouvertes sur les décisions prises concernant l'octroi des locaux commerciaux relevant des instances placées sous la tutelle du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville à l'instar de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) ainsi que les conditions que doivent remplir les jeunes désireux de bénéficier d'une opération d'extension de leurs entreprises, ont été récemment organisées, a rappelé, M. Zeroual.

La concrétisation de ce nombre d'entreprises (176) qui a contribué à générer 500 postes de travail en faveur des jeunes de cette zone frontalière, a nécessité une enveloppe financière estimée à 70 millions DA.

Le secteur des services a eu la part du lion avec 69 établissements créés sur les 176 micro-entreprises mises en place en 2019.

Il s'agit de laboratoires d'analyses médicales, des bureaux d'avocats et d'architectes, des locaux de montage et de fabrication des panneaux d'énergie solaire.

Le secteur des services est suivi du créneau des métiers qui a permis d'enregistrer 59 entreprises activant dans divers domaines dont la ferronnerie d'art, la plomberie, la peinture et la construction, a-t-il détaillé.

Pour ce qui est du secteur agricole, il a vu la création de 22 micro-entreprises liées au domaine apicole et des grandes cultures alors que 19 autres ont été créées dans le domaine industriel (production des fourrages consacrés à l'alimentation du bétail et de volailles, conservation des produits alimentaires et des fruits et légumes) en plus de sept (7) autres entreprises liées au créneau des travaux publics, ajoute la même source.

M. Zeroual a appelé les jeunes à la nécessité de rejoindre le chemin du développement des entreprises start-up, dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'Etat visant la promotion de ce type d'entreprises, dans le but de créer la richesse et de l'emploi et de réduire le taux de chômage.

Afin de rapprocher les services de cette agence aux citoyens, des journées d'information et de sensibilisation autour des méthodes de création d'une micro-entreprise et d'identification de la relation entre le propriétaire de la micro-entreprise, les banques et les services des impôts, ont été organisées récemment en faveur des stagiaires des centres et instituts de formation professionnelle, a-t-on encore signalé.

APS

ALGÉRIE

Le taux d'inflation moyen annuel à 2,0% en décembre 2019 (ONS)

Le taux d'inflation en Algérie est resté stable à 2,0% sur un an en décembre, soit le même taux enregistré en novembre dernier, a-t-on appris de l'Office national des statistiques (ONS).

Ce taux est calculé sur la base de l'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à décembre 2019, c'est-à-dire la variation de la moyenne des prix durant la période allant de janvier à décembre 2019 par rapport à la même

période de l'année 2018. Sur une base mensuelle, les prix à la consommation ont affiché une stagnation en décembre comparativement à novembre 2019, selon les chiffres de l'ONS. Par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont enregistré une baisse de 0,3% sur un mois.

Les produits agricoles frais ont également reculé de 1%, tiré notamment par la chute des prix de volaille (-17,7%),

des fruits (-13,0%) et des œufs (-6,0%).

Toutefois, certains produits, relevant de la même catégorie, ont connu des hausses de prix, notamment les légumes qui ont progressé de 6,8%. Quant aux produits alimentaires industriels, les prix ont évolué de +0,4%.

Les prix des produits manufacturés ont enregistré une augmentation de 0,4% en décembre par rapport au mois de novembre 2019, alors que

les services ont affiché une relative stagnation. Par groupe de biens et de services, les prix des produits de l'habillement et chaussures se sont appréciés légèrement de 0,8%, ceux des meubles et articles d'ameublement de 1,5% et les produits de la santé et hygiène corporelle de 0,3%. Le reste des groupes de biens et services se caractérise, soit par des variations modérées, soit par des stagnations, note encore l'ONS.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts
et 40 blessés
en 48 heures

Six (6) personnes sont mortes et 40 autres ont été blessées dans 14 accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec une (01) personne décédée et 12 autres blessées suite à 03 accidents de la circulation, précise la même source.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de premières urgences à 29 personnes incommodées par le monoxyde de carbone Co émanant des appareils de chauffage et chauffés baigns dans plusieurs habitations et maisons au niveau des wilayas d'Oum El-Bouaghi, Béjaïa, Bouira, Ghardaïa, Relizane, Tipaza, Constantine et Mascara.

Toutefois, il a été déploré le décès d'une femme âgée de 58 ans suite à l'inhalation du monoxyde de carbone d'un chauffe-eau à la rue climat de France commune de Bouzaréah wilaya d'Alger.

Le bilan de la Protection civile a rappelé, dans la lancée, que la wilaya de Jijel a connu vendredi aux environs de 08h24 mn une secousse tellurique d'une magnitude de 4,9 sur l'échelle de Richter.

L'épicentre qui a été localisé à 5 km Nord-Est de la ville d'El Aouana, a été ressenti au niveau des wilayas de Mila, Tizi Ouzou, Bejaïa, Sétif, Boumerdes et Skikda.

Elle a été suivie de 03 répliques à des temps différents sans enregistrer de dégâts humains ou matériels.

Dans le même contexte, quatre (04) étudiantes universitaires prises de panique ont été traitées sur place au niveau de la résidence universitaire Tassouit commune de Bordj El-Amir Abdelkader, indique le même bilan.

BLIDA

Un mort dans une collision entre un véhicule touristique et une camionnette



Un homme a trouvé la mort dans un accident survenu vendredi matin sur l'autoroute reliant Blida à Alger, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

L'accident est survenu suite à une collision entre un véhicule touristique et une camionnette sur l'autoroute au niveau de la commune de Béni Merad vers Boufarik, entraînant la mort d'un jeune homme (28 ans) sur les lieux.

Les éléments relevant de la Protection civile de Beni Merad sont intervenus pour transférer la dépouille de la victime à la morgue de l'hôpital de Boufarik.

Les services de sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

AÏN DEFLA

Un dangereux escroc mis hors d'état de nuire

Les services de sécurité de Djellida (Ain Defla) ont arrêté durant la semaine en cours un individu qui mettait à profit son statut de raki pour escroquer ses victimes, leur faisant croire qu'il était le président d'une association versée dans la protection des droits de l'homme, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Ayant eu vent d'informations faisant état d'un raki résidant dans l'une des wilayas de l'est, lequel incitait les citoyens à adhérer à son association (fictive) versée, selon lui, dans la protection des droits de l'homme, les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de daïra de Djellida ont mis en place un plan visant sa neutralisation, a-t-on précisé de même source.

L'arrestation de l'individu en question (56 ans) s'est faite ? lors qu'il était attablé au niveau de l'un des cafés de la ville en compagnie de quelques personnes, les policiers ne tardant pas à trouver à l'intérieur de son véhicule qu'ils ont mis au peigne fin, des plantes médicinales, des coupures de papiers sur lesquelles étaient écrits des talismans, mais également des cachets administratifs contrefaits ainsi que des dossiers de ses victimes auxquelles il remettait une carte d'adhésion à l'association en contrepartie d'une importante somme d'argent, a-t-on détaillé.

Les investigations poussées des po-



liciers leur ont permis de savoir que les victimes de l'indélicat individu étaient au nombre de 20, des personnes auxquelles il a soutiré la somme de 160 millions de centimes.

Présenté jeudi au procureur de la

république près le tribunal de Ain Defla pour «création d'une association fictive aux fins d'escroquerie» et «faux et usage de faux», le mis en cause a été placé en détention au niveau du pénitencier de la ville, a-t-on conclu.

NAÂMA

Saisie de 7, 725 tonnes de kif traité en 2019

Quelque 7, 725 tonnes de kif traité ont été saisies en 2019 à travers le territoire de la wilaya de Naâma, a-t-on appris hier du groupement territorial de la gendarmerie nationale de cette région.

Le commandant de ce groupement, le lieutenant-colonel Souaker Abdelghani a indiqué à l'APS que les unités de la gendarmerie nationale et des gardes frontalières ont traité durant l'exercice écoulé 17 affaires de trafic international de drogue, d'acheminement et de commerce de stupéfiants.

Le même officier a ajouté que vingt individus impliqués dans ces affaires de drogue ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt alors que cinq réseaux versés dans ces



activités criminelles ont été démantelés.

Concernant les vols de cheptel enregistrés dans cette région à vocation pastorale, le même responsable a précisé que ses services ont traité 15 affaires ayant conduit à

l'arrestation et l'emprisonnement de 8 personnes.

Quelque 467 têtes ovines et 13 vaches ont fait l'objet de vol, a ajouté la même source.

Par ailleurs, les gendarmes de la wilaya ont réglé

la même année 142 affaires dont 9 crimes, 117 délits et 16 infractions touchant les personnes et leurs biens et ayant impliqué 155 individus.

19 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt.

Ces affaires ont surtout concerné les coups et blessures volontaires, les vols à l'intérieur de fonds de commerce et les vols de téléphones portables. Par ailleurs, dix affaires de contrebande de marchandises et autres produits ont été enregistrées impliquant 11 individus.

Quelque 21.000 unités de boissons alcoolisées et près d'un million de sachets de tabacs à chiquer ont été saisis et autres produits de contrebande.

TRANSPORT

Campagne de prévention à Médéa en direction des conducteurs de transport en commun et de marchandise

Une campagne de prévention des risques de conduite dangereuse a été lancée hier à Médéa, en direction des conducteurs de transport en commun et de marchandise, dans le but de "réduire les pertes humaines" et "garantir plus de sécurité sur nos routes", a indiqué le directeur local du transport.

Un point d'information, animé par des représentants de la gendarmerie, la sûreté nationale, la protection civile et les directions du transport et des travaux publics, a été installé au niveau de la station intermodal de Médéa, en vue d'informer les transporteurs de l'importance du respect des règles de conduite et leur rappeler également les conséquences dramatiques du manquement au code de la route, a fait savoir Bensaad Kessar.

Outre la distribution de prospectus

aux conducteurs d'autobus et de camions, transitant par le réseau routier de la wilaya, des portes ouvertes seront organisées, durant la durée de cette campagne, qui s'étalera jusqu'au 8 février prochain, dans les grandes agglomérations urbaines situées à proximité des principaux axes routiers, en l'occurrence Berrouaghia et Ksar-el-Boukhari, desservies par la route nationale N 1, ou Beni-Slimane et Tablat, traversées respectivement par les RN N 18 et 8, a-t-il signalé.

L'objectif, touché le plus grand nombre de transporteurs qui empruntent quotidiennement ces axes et essayer de leur faire "prendre conscience" des risques engendrés, en cas d'infraction au code de la route, des conséquences sur les autres usagers de la route de comportements irresponsables, a indiqué ce responsa-



ble, précisant que cette campagne sera mise à profit pour "rappeler" à ces conducteurs les sanctions prévues par la loi en cas d'infraction à ce code.

TURQUIE - SÉISME Le bilan s'alourdit à 22 morts

Le bilan des victimes du séisme ayant secoué plusieurs provinces turques est passé à 22 morts, selon le ministre turc de l'intérieur, Süleyman Soylu.

S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre de l'Environnement et de l'Urbanisation Murat Kurum, et le ministre de la Santé Fahrettin Koca dans la province d'Elazig à l'est du pays, M. Soylu a fait état de 22 morts, dont 18 à Elazig et quatre à Malatya alors que 39 personnes ont été sauvées des décombres. Dans ce contexte, le ministre turc de l'Intérieur a expliqué avoir décidé de vider la prison de la province d'Adôyaman en raison des dommages causés par le tremblement de terre.

De son côté, le ministre turc de la Santé, Fahrettin Koca a fait savoir



que «les hôpitaux ont accueilli 1.031 blessés, dont 34 en soins intensifs».

Un précédent bilan de la faisait état d'au moins 20 morts.

Vendredi soir, un séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter a secoué la région d'Elazig, dans le sud-est de la Turquie. Dans un com-

munié relayé par l'agence Anadolu, la Direction turque des Catastrophes Naturelles et des Situations d'Urgences (AFAD), a fait savoir que la région a été témoin de 10 secousses, dont la force a dépassé 4 degrés, alors que le total des répliques a atteint 148.

ETATS-UNIS Au moins deux morts dans l'explosion d'un entrepôt à Houston

Une puissante explosion dans un entrepôt industriel de la ville texane de Houston, tôt vendredi matin, a causé la mort d'au moins deux personnes, vraisemblablement des employés de l'entreprise en cause, et fait d'importants dégâts.

«Nous avons (...) au moins deux morts confirmés», a déclaré à la presse le chef de la police de Houston, Art Acevedo. L'explosion, qui «a été ressentie à bonne distance» selon lui, s'est produite vers 04H15 locales (10H15 GMT) dans un entrepôt du nord-ouest de la ville, provoquant d'importants nuages de fumée



et de nombreux dommages. Une caméra de surveillance a capté la forte explosion. On y voit une boule

de feu s'élever dans les airs. Sur des images aériennes filmées plus tard et retransmises par les télévisions

américaines, on pouvait voir des bâtiments détruits et des débris calcinés d'où s'échappait de la fumée blanche.

Il y a une «forte probabilité» pour que les deux victimes soient des employés de l'entreprise à laquelle appartenait l'entrepôt en cause, a déclaré le chef de la police.

Seules deux personnes étaient portées disparues et leur voiture était sur les lieux de l'explosion, a-t-il expliqué, avertissant toutefois qu'il fallait attendre les résultats de l'identification afin d'être sûr «à 100%».

EXPLOSION D'UN CAMION AU PÉROU Le bilan grimpe à huit morts

Le bilan de l'explosion jeudi d'un camion transportant du gaz à Lima est désormais de huit morts et d'une quarantaine de blessés, ont annoncé vendredi les autorités.

Le premier bilan a fait état de quatre morts, 49 blessés et détruit 14 maisons dans un quartier sud de Lima, a indiqué le ministère de la Santé.

«Selon le dernier bilan, nous avons huit personnes décédées après l'explosion du camion», a indiqué un porte-parole du ministère pé-

ruvien de la Santé. Le précédent bilan faisait état de quatre morts.

Quatre personnes, très grièvement brûlées, ont succombé à leurs blessures, ont précisé les autorités sanitaires. Deux d'entre elles présentaient des brûlures sur 100% du corps. Trois enfants figurent parmi les personnes décédées.

Sept autres, parmi les 48 blessés, sont dans un état grave, selon la même source. L'accident, très spectaculaire, a eu lieu jeudi peu avant 7H00 locales (12H00 GMT), quand

la majorité des 500.000 habitants de Villa El Salvador sortaient pour aller travailler. L'explosion s'est produite à la suite d'une fuite de gaz, provoquée par le décrochage d'un tuyau du camion à la suite du passage d'un dos-d'âne sur la route.

Le feu s'est propagé très rapidement.

Quelque 13 camions de pompiers ont été nécessaires pour venir à bout de l'incendie, qui a détruit au moins 14 habitations autour du lieu de l'explosion.

ALLEMAGNE - ALBANIE Tirana furieux après des propos jugés racistes à la télévision allemande

Le Premier ministre albanais, qui est depuis hier en visite officielle en Allemagne, a dénoncé vendredi des propos jugés racistes sur des «joueurs de bonneteau albanais» tenus pendant une émission de la télévision allemande très regardée.

«Je ne sais pas s'il s'agit d'une erreur impardonnable ou bien d'un stéréotype raciste erroné sur le peuple albanais, mais ces propos sont vraiment

ignobles», a déclaré Edi Rama au quotidien allemand *Bild*, à propos de l'émission diffusée jeudi soir sur la chaîne de télévision publique allemande ZDF.

Au cours d'un des «talk shows» les plus regardés en Allemagne, le présentateur vedette Markus Lanz s'est emporté à l'égard de son invité, le ministre allemand des Sports Andreas Scheuer, et de son projet

avorté de créer des péages autoroutiers en Allemagne.

L'accusant de ne pas répondre à ses questions et de s'abriter derrière un argumentaire juridique douteux dans la discussion, le présentateur a soudain lâché sur un ton courroucé : «On est à présent descendu au niveau des joueurs de bonneteau albanais».

«Ce n'est pas la première fois, et ça ne sera

pas la dernière, que les Albanais sont la cible de journalistes paresseux. Mais quand cela vient en plus d'un média aussi réputé que la chaîne ZDF et d'une personne aussi écoutée que M. Lanz, cela fait très mal», a poursuivi Edi Rama, qui attend maintenant des excuses de la part du présentateur.

Le chef du gouvernement doit notamment rencontrer demain la chancelière Angela Merkel.

FRANCE Saisie de 500 kilos de cocaïne dans un chargement de banane à Paris

Cinq cent kilogrammes de cocaïne ont été saisis dans un chargement de bananes en provenance de la Colombie, vendredi, au marché international de Rungis, près de Paris, rapportent les médias français.

Une enquête a été ouverte par la juridiction interrégionale spécialisée de Paris pour «importation de stupéfiants en bande organisée», «trafic de stupéfiants» et «association de malfaiteurs», a indiqué le parquet de la capitale française, cité par les médias.

De son côté, l'entreprise gestionnaire du marché, le plus grand au monde de produits frais, a précisé que les stupéfiants étaient dissimulés dans un chargement de bananes provenant de la Colombie.

Les investigations ont été confiées à l'Office de lutte contre les trafics des drogues (Ofast), créé récemment pour être le chef de file de la lutte anti-stupéfiants en France. Cette découverte au Rungis intervient après celle de 25 kilogramme en provenance de la Colombie survenue en 2010. Créé en 1969, le marché d'intérêt national de Rungis (MIN) s'étend sur 234 hectares, à 7 kilomètres des portes de Paris.

MADAGASCAR 26 morts et 15 disparus après de fortes pluies

Les fortes pluies qui ont frappé le nord-ouest de Madagascar depuis dimanche ont fait au moins 26 morts, 15 disparus et 90.000 sinistrés, a indiqué vendredi un bilan publié par le bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC).

Un précédent bilan du BNGRC faisait état de 21 morts et 20 disparus. Deux communes, Mitsinjo et Maevatanana, ont été durement touchées par les pluies portées par une zone de dépression. A Mitsinjo, dans la région de Boeny, la crue de la rivière Lopy a remporté sur son passage 24 personnes, dont quatre ont été retrouvées mortes et 18 portées disparues. Quatre autres personnes ont perdu la vie dans la même région, dans la commune de Tsaramandroso.

A Maevatanana, dans la région de Betsiboka, neuf personnes ont perdu la vie dont la majorité se trouvait dans une zone minière. Les routes nationales 4 et 6, reliant le nord-ouest au reste du pays sont coupées.

Dans le district de Port Berge, 700 mètres de route ont été emportés par les pluies.

Le BNGRC souligne un «risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition à cause des inondations des plaines rizicoles et des bas-fonds, avec possibilité de flambée des prix des produits de première nécessité pour cause de rupture d'approvisionnement».

Le Premier ministre Christian Ntsay a qualifié la situation de «perte nationale» et appelé à l'aide internationale, selon un communiqué de sa porte-parole, Lalatiana Andriatongarivo. L'opposition, par la voix de la députée Hanitrinaina Razafimanantsoa, a lancé un appel au président de la République Andry Rajoelina, pour déclarer «l'état de catastrophe naturelle pour cause de dégâts subit par le pays et les peuples malgaches sinistrés».

Ayant un climat tropical, Madagascar, une Ile dans l'océan Indien, un pays riche en biodiversité, fait face chaque année à une période de pluie très intense.

En janvier 2019, la capitale Antananarivo avait été choquée après la mort de neuf personnes, à cause de l'effondrement d'une maison suite à de fortes pluies.

ESPAGNE Secoué par des rafales de vent, un Boeing 737 interrompt son atterrissage

Les pilotes d'un Boeing ont dû interrompre leur procédure d'atterrissage à l'aéroport de Valence alors que l'avion était secoué par les vents violents de la tempête Gloria qui frappe l'Espagne. Les vents puissants ont ainsi obligé les pilotes à reprendre de l'altitude. Selon les médias locaux, le Boeing 737 a fini par atterrir sur un autre aéroport. Une vidéo montre l'aéronef être sérieusement secoué par les rafales. Le témoin qui a filmé la scène depuis le sol, indique que plusieurs avions ont dû faire de même. La tempête «Gloria», qui frappe l'Espagne a fait neuf morts, selon un dernier bilan fourni jeudi par les autorités locales.

NÉPAL Le Népal confirme son premier cas du nouveau coronavirus



Un Népalais étudiant en Chine a été diagnostiqué comme infecté par le nouveau coronavirus, a annoncé vendredi un responsable du ministère népalais de la Santé et de la Population.

«C'est le premier cas confirmé d'infection par le virus mortel», a indiqué le Dr Hemanta Chandra Ojha, chef de la Section de contrôle des maladies zoonotiques et autres maladies transmissibles à la Division de contrôle de l'épidémiologie et des maladies relevant du ministère. Il a précisé que le patient arrivé au Népal en provenance de Wuhan a été testé positif par le laboratoire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Hong Kong.

«Nous avons reçu la confirmation jeudi soir», a ajouté le médecin.

Cet étudiant est arrivé au Népal le 5 janvier et a été hospitalisé pour des problèmes respiratoires le 13 janvier.

Après une amélioration de son état, il a été autorisé à quitter l'hôpital la semaine dernière.

AUSTRALIE Premier cas confirmé du coronavirus

Un premier cas du coronavirus apparu en Chine a été confirmé hier en Australie, dernier pays en date à être affecté par ce virus qui a déjà causé la mort de 41 personnes sur son territoire d'origine.

Le patient, un homme sur lequel aucun autre détail n'a été divulgué, a rallié Melbourne il y a une semaine en provenance de la ville de Wuhan, épicentre de l'épidémie, ont indiqué les autorités australiennes.

Selon Brendan Murphy, responsable de la santé publique pour le gouvernement australien, les autorités de l'Etat de Victoria ont suivi «strictement les protocoles, y compris la mise à l'isolement de la personne affectée».

«Je crois comprendre que le patient souffre d'une pneumonie et qu'il est dans un état stable», a-t-il relevé.

Le ministre australien de la Santé, Greg Hunt, a indiqué par ailleurs que les passagers du même vol emprunté par cet homme étaient en train d'être contactés «afin de leur fournir des informations et des conseils».

Le nouveau coronavirus est apparu en décembre sur un marché de Wuhan, dans le centre de la Chine.

Selon le dernier bilan officiel chinois samedi matin, il a fait 41 morts dans le pays, et près de 1.300 personnes ont été contaminées.

Le virus s'est également propagé hors des frontières avec une douzaine de pays ayant signalé des cas, parmi lesquels la France et les Etats-Unis.

Un cas suspect, un homme qui revenait également de Wuhan, a été signalé mardi dans l'Etat australien du Queensland.

Des analyses étaient en cours pour déterminer s'il était porteur du virus.

L'épidémie fait redouter une répétition du Sras, un virus similaire qui a provoqué la mort de quelque 650 personnes en Chine continentale et à Hong Kong entre 2002 et 2003.

Des experts sanitaires ont signalé des cas de transmission humaine du nouveau virus, en particulier à Wuhan.

Cette ville de onze millions d'habitants a été placée en confinement pour tenter d'endiguer l'épidémie, mesure qui concerne désormais plus de 40 millions de personnes.

CORONAVIRUS EN CHINE Le bilan monte à 41 morts

Quinze personnes ont succombé au coronavirus dans la province de Hubei, berceau de l'épidémie dans le centre de la Chine, portant le bilan à 41 morts et plus d'un milliard d'habitants contaminés, ont annoncé hier les autorités locales.

Les 15 morts ont été recensés dans la capitale de la province, Wuhan, une ville de 11 millions d'habitants où le virus a été détecté en premier, a précisé la Commission de la Santé de Hubei.

Wuhan est 13 autres villes de la province ont été confinées dans le cadre d'une opération de mise sous quarantaine sans précédent, afin de contenir la contagion respiratoire mortelle provoquée par ce virus qui s'est répandu à l'échelle nationale et dans plusieurs autres pays.

Outre les 15 décès supplémentaires à Hubei, 180 nouveaux cas ont été recensés dans la province, 77 d'entre eux pour la seule ville de Wuhan, la majeure partie des autres s'étant répandue dans de plus petites villes confinées.

Plusieurs de ces villes ont recensé leurs premiers cas de l'agent pathogène, pour le moment intitulé «2019-nCoV», selon la commission.

Les 180 nouveaux cas s'ajoutent aux 830 déjà confirmés en Chine, selon le dernier bilan. Ce virus peut provoquer des maladies bénignes chez l'humain, comme un rhume, mais aussi d'autres plus graves comme le Sras (Syndrome respiratoire aiguë sévère).

Des cas ont été confirmés jusqu'à présent en France, en Thaïlande, au Japon, à Taïwan, en Corée du Sud, à Macau et aux Etats-Unis, et un cas suspect a été signalé à Hong Kong.

La circulation automobile «non-essentielle» interdite à Wuhan

La circulation des véhicules à moteur non-essentiels sera interdite à compter de samedi minuit (16h00 GMT) à Wuhan, la ville chinoise au cœur d'une épidémie de pneumonie virale qui a fait au moins 41 morts, ont annoncé les autorités locales.

La cité de 11 millions d'habitants a été placée de facto en quarantaine jeudi dans l'espoir d'enrayer la diffusion du nouveau coronavirus qui a tué 41 personnes et contaminé près de 1.300 personnes depuis décembre.

La Chine a ordonné des mesures nationales de dépistage du nouveau virus dans les trains, les bus et les avions, afin de tenter d'endiguer l'épidémie qui a fait 41 morts, tandis que le nombre de personnes contaminées a bondi à près de 1.300.

Des points d'inspection vont être mis en place et tous les voyageurs présentant



des symptômes de pneumonie seront «immédiatement transportés» dans un centre médical, a annoncé la Commission nationale de la santé, dans un communiqué, repris par des médias.

Un grand nombre de festivités prévues pour le Nouvel An lunaire devaient être annulées samedi en Chine, où les autorités redoublent d'efforts pour contenir la propagation du nouveau virus mortel.

L'armée chinoise déploie du personnel médical à Wuhan

Quatre-cent-cinquante médecins et autre personnel médical de l'Armée populaire de libération (APL) sont arrivés par avion à Wuhan (centre de la Chine) pour participer à la lutte contre le nouveau coronavirus, a annoncé samedi l'agence Chine nouvelle, citant les autorités militaires.

Certains d'entre eux ont l'expérience de la lutte contre le virus Ebola et le Sras, un virus similaire au coronavirus qui a contaminé depuis décembre près de 1.300 personnes et fait 41 morts dans toute la Chine, a précisé l'agence de presse officielle.

La quasi-totalité des victimes ont succombé à Wuhan ou dans sa province, le Hubei. Le virus a voyagé ailleurs en Asie et a gagné la France et les Etats-Unis. Dans l'espoir d'enrayer la contagion, les autorités ont placé de facto jeudi la ville de 11 millions d'habitants en quarantaine. Plus personne n'est autorisé à quitter la ville. D'autres communes de la région

ont pris des mesures similaires, bouclant au total plus de 40 millions d'habitants.

Chine nouvelle a précisé que les militaires, qui appartiennent aux armées de terre, de l'air et à la marine, étaient arrivés vendredi soir.

Ils doivent être répartis dans les hôpitaux de la ville qui accueillent un grand nombre de patients de la pneumonie virale.

La Chine impose des mesures de dépistage dans les moyens de transport

La Chine a ordonné des mesures nationales de dépistage du nouveau virus dans les trains, les bus et les avions, afin de tenter d'endiguer l'épidémie qui a fait 41 morts, tandis que le nombre de personnes contaminées a bondi à près de 1.300.

Des points d'inspection vont être mis en place et tous les voyageurs présentant des symptômes de pneumonie seront «immédiatement transportés» dans un centre médical, a annoncé la Commission nationale de la santé, dans un communiqué, repris par des médias.

Au moins 444 nouveaux cas de virus ont été découverts, portant le nombre total de personnes contaminées à 1.287, a précédemment précisé la Commission nationale de santé.

Un grand nombre de festivités prévues pour le Nouvel An lunaire devaient être annulées samedi en Chine, où les autorités redoublent d'efforts pour contenir la propagation d'un nouveau virus mortel.

La Chine élargit son cordon sanitaire

La Chine a annoncé hier l'élargissement du cordon sanitaire imposé pour endiguer la propagation du nouveau virus apparu à Wuhan, et qui a fait 41 morts, tandis que le nombre de personnes contaminées a bondi à près de 1.300.

Cinq villes supplémentaires de la province de Hubei (centre) ont été ajoutées aux 13 qui étaient déjà concernées par ce dispositif, qui implique notamment l'arrêt des transports publics à destination de ces agglomérations, et la fermeture des bretelles d'autoroute les desservant.

Des mesures nationales de dépistage du nouveau virus dans les trains, les bus et les avions, afin de tenter d'endiguer l'épidémie ont également été prises. Des points d'inspection

vont être mis en place et tous les voyageurs présentant des symptômes de pneumonie seront «immédiatement transportés» dans un centre médical, a annoncé la Commission nationale de la santé, dans un communiqué, repris par des médias.

Au moins 444 nouveaux cas de virus ont été découverts, portant le nombre total de personnes contaminées à 1.287, a précédemment précisé la Commission nationale de santé.

Un grand nombre de festivités prévues pour le Nouvel An lunaire devaient être annulées samedi en Chine, où les autorités redoublent d'efforts pour contenir la propagation d'un nouveau virus mortel.

FRANCE

3 cas de coronavirus détectés en France, selon le ministère de la Santé



Trois premiers cas de personnes contaminées par le coronavirus ont été détectés en France, un à Bordeaux et deux à Paris, a annoncé vendredi le ministère de la Santé. Il s'agit des premiers cas de contamination en Europe.

La ministre Agnès Buzyn avait précisé lors d'une conférence de presse que «le patient (de Bordeaux) est âgé de 48 ans. Il revient de Chine, il est passé par la ville de Wuhan, il a consulté pour des symptômes le 23 janvier.

Il est hospitalisé depuis (jeudi) à Bordeaux, dans une chambre isolée.

Il a été en contact avec une dizaine de personnes depuis son arrivée en France».

CORONAVIRUS Des instructions au corps médical pour faire face à tout imprévu

Le corps médical a reçu des instructions pour parer à tout imprévu, suite à l'apparition du Coronavirus en Chine, a indiqué vendredi à Alger le Directeur de la prévention au ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Dr Djamel Fourar.

L'Algérie, qui a mis en place un dispositif d'alerte et de riposte pour parer à tout imprévu, a donné des instructions à tous les médecins pour renforcer la prévention et prendre en charge les cas dès leur apparition, suit de près la situation et attend, à l'instar des autres pays du monde, les instructions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en cas de propagation de l'épidémie pour l'installation de caméras thermiques dans les aéroports nationaux, a déclaré Dr. Fourar à l'APS.

À l'instar des autres pays du monde, l'Algérie a déjà fait face aux virus à large propagation à l'instar du coronavirus, apparu ces dernières années et Ebola à travers la mise en place du système national relatif à cette épidémie.

«L'OMS n'a encore donné aucune instruction ou alerte, ni aux opérateurs économiques ni aux passagers, concernant l'apparition récente du Coronavirus en Chine pour mettre en garde



contre les menaces du virus dans le monde». À l'instar des autres pays du monde, l'Algérie a mis en place un système national de surveillance épidémiologique pour faire face aux virus à large prévalence, à l'instar du Coro-

navirus et du virus Ebola. Selon les statistiques, le ministère chinois de la santé, 830 cas d'atteinte au Coronavirus dans 29 régions du pays, dont 25 personnes sont décédées et 1072 sont sous surveillance médicale.

SERVICES D'URGENCE ET FEMMES ENCEINTES Le ministère de la Santé trace une nouvelle feuille de route

Le plan d'urgence relatif à la prise en charge dans les services d'urgence et celle des femmes enceintes auquel a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors du dernier Conseil des ministres, nécessite une «mobilisation de tous les acteurs» concernés et doit être axé, entre autres, sur le renforcement et le redéploiement des urgences en «moyens humains et matériels suffisants», estime un responsable au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le plan d'urgence à mettre en place concernant la prise en charge des femmes enceintes, doit être axé sur le «renforcement du réseau de prise en charge de la femme gestante, le non refus d'admission des femmes enceintes juste avant l'accouchement, la mise aux normes de toutes les structures d'obstétrique, en matière de locaux, de ressources humaines et d'équipements», a expliqué à l'APS le Dr. Faouzi Benchenhou, directeur des Structures de proximité au ministère. Soulignant l'importance de veiller à la mise en place de l'ensemble des supports, le Dr. Benchenhou a ajouté que ce plan d'urgence doit être axé aussi sur le «développement de la coordination au sein de la Wilaya entre les maternités des différents paliers, de la coordination inter-wilaya et des inspections au niveau local pour évaluer l'état d'application du réseau, ainsi que le maintien de l'état d'engagement des personnels pour le renforcement du réseau et l'application du secteur libéral dans le réseau».

Concernant l'évacuation des malades, l'orateur a indiqué que l'évacuation d'un malade d'un établissement



de santé vers un autre est conditionnée par «l'inscription sur le registre des urgences, la prise en charge du malade et sa mise en condition en vue de son évacuation, l'inscription sur les registres d'évacuation et la fiche de liaison bien renseignée qui doit accompagner le malade et remise au service d'accueil», soulignant que les contrôles et les inspections «doivent être renforcés par le directeur de la Santé et de la Population pour vérifier l'état de mise en œuvre de cette instruction, et prendre ou proposer des mesures à l'égard des défaillants».

À propos de la prise en charge dans les services d'urgence, le Dr. Benchenhou a qualifié la réorganisation et le renforcement de ces services de «priorité qui doit bénéficier de l'accompagnement nécessaire».

Il a, à cet égard, souligné l'importance de «redéployer et renforcer les urgences en moyens humains et matériels suffisants, le renforcement des contrôles et d'inspections», précisant que «les comités de garde et des urgences doivent être opérationnels et leurs recommandations prises en charge, et

le parc ambulancier doit être opérationnel».

Améliorer les conditions de travail et la sécurité des professionnels de la santé

Le Dr. Benchenhou a appelé, dans le même contexte, à «veiller à l'amélioration des conditions de travail principalement les équipes de garde et à la sécurité des professionnels de la santé et à impliquer les praticiens libéraux aux gardes, dans le cadre d'une convention pour les spécialités où il y a un manque», précisant que «la liste des structures et des services de garde (secteur public et libéral) doit bénéficier d'une large diffusion».

Dans l'objectif d'alléger les urgences et d'encourager le recours aux polycliniques de proximité, le responsable au ministère de la Santé a proposé la mise en place de mécanismes de consultations pour «éviter les déplacements inutiles aux urgences, en veillant au respect des horaires de travail des praticiens spécialistes exerçant au niveau des établissements de proximité, et en renforçant l'activité d'externalisation des consultations spécialisées pendant toute

la journée». En matière de fonctionnement des structures et d'organisation de l'offre de soins, le Dr. Benchenhou a mis en avant l'importance d'organiser l'offre de soins de «façon à répondre aux besoins de santé de la population et lutter contre les disparités, d'assurer la bonne prise en charge des citoyens en veillant au bon accueil des citoyens, à l'hygiène des structures et à la bonne prise en charge des malades, de veiller au respect des horaires de travail et à la rentabilité des différents services, et de veiller au port des tenues adéquates».

Il a, dans le même ordre d'idées, mis l'accent sur la nécessité de «renforcer et redéployer les moyens en fonction des besoins, et de lutter contre l'absentéisme, les congés de maladies et les aménagements de postes de travail de complaisance».

Pour le renforcement des capacités des structures de santé de proximité et des infrastructures hospitalières, il a souligné l'importance d'«améliorer l'organisation et le fonctionnement des différentes structures et services, d'organiser des réseaux de soins à l'échelle locale et régionale», précisant que les plateaux techniques (imagerie et laboratoire) «doivent être constamment fonctionnels».

Par ailleurs, et concernant la gestion des produits pharmaceutiques et des équipements de santé, le Dr. Benchenhou a indiqué qu'il était important de «veiller à la disponibilité des produits pharmaceutiques, des vaccins, des sérums, réactifs et dispositifs médicaux, à la bonne gestion des produits pharmaceutiques et à améliorer la traçabilité des médicaments et des dispositifs médicaux».

GHARDAÏA Résistance des pathologies de leishmaniose cutanée et brucellose humaine en 2019



Une résistance des cas de leishmaniose cutanée et de ceux de la brucellose humaine ont été observées en 2019 dans la wilaya de Ghardaïa, par rapport aux années l'ayant précédées, a révélé hier un bilan de la direction de la santé de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH).

Les cas de leishmaniose cutanée, une maladie parasitaire, transmise par la piqûre des mouches phlébotomes femelles qui laisse des lésions et cicatrices indélébiles, ont enregistré un «léger» recul durant 2019 avec 418 contre 444 cas en 2018, selon la même source.

La répartition des cas de leishmaniose cutanée correspond globalement à la situation épidémiologique des cinq dernières années dans la wilaya, en plaçant toujours la région de Guerrara avec 210 des cas, suivi de la vallée du M'Zab (Ghardaïa, Daya Ben Dahoua, Bounoura et El Ateuf) avec 118 cas, Métili (60) et Berriane (15), parmi les localités les plus touchées, précise le document.

Cette pathologie, contre laquelle il n'existe pour l'heure aucun vaccin, prolifère dans la wilaya notamment à Guerrara et la vallée du M'Zab en dépit des opérations de lutte contre les vecteurs de maladies épidémiologiques et la réalisation de réseaux d'assainissement, est-il indiqué.

Cette maladie résiste toujours par le manque d'hygiène de l'environnement et l'incivisme des habitants vivant dans des lieux insalubres proches des étables et autres écuries dans des zones urbaines, la prolifération des rongeurs et chiens errants.

De nombreux responsables des structures de santé Ghardaïa, ont mis en exergue le «lourd fardeau financier» causé par la prise en charge d'une victime de leishmaniose et le risque d'accroissement des cas de cette pathologie en raison de la dégradation de l'hygiène du milieu, du cadre de vie et l'urbanisation anarchique qui constituent un «facteur à risque» dans la wilaya.

Pour les cas de brucellose humaine, zoonose plus connue sous le nom de fièvre de Malte, est une maladie contractée au contact d'animaux d'élevage, à la consommation de lait cru ou de produits laitiers à base de lait cru notamment la «Kamaria» (fromage traditionnel du terroir), elle a atteint durant l'année écoulée 282 cas contre 219 cas en 2018, selon le bilan de la direction de la santé.

Cette résistance de la brucellose est attribuée au non-respect et au mépris des règles d'hygiène et sanitaire, au refus de quelques éleveurs de vacciner leurs cheptels prétextant que les vaccins sont à l'origine des avortements chez les femelles en gestation (sans preuves) et l'utilisation par plusieurs éleveurs d'un géniteur male porteur de bactéries, selon une enquête épidémiologique réalisée par les services vétérinaire de Ghardaïa.

La vente de lait non pasteurisé de vache, de caprin et camelin à l'état brut dans des bouteilles usitées destinées à l'eau minérale et de la kamaria sur la voie publique, est à l'origine de la résistance de cette pathologie, en dépit de l'interdiction par arrêté de wilaya, selon des praticiens contactés par l'APS.

De nombreux consommateurs de la région de Ghardaïa, notamment des malades chroniques croyant aux vertus du lait naturel cru, estiment fermement que le lait est un «produit aseptisé naturellement» qu'il faut boire sans le faire bouillir, ce qui a engendré cette hausse de cas de brucellose humaine, ont estimé ces praticiens.

La prévention efficace contre ces pathologies passe inéluctablement par le renforcement de l'hygiène environnementale, la lutte contre les vecteurs et parasites transmetteurs de maladies, signale-t-on.

Où et comment faire dormir mon bébé ?

Une fois à la maison, la jeune maman doit choisir où son bébé fera ses nuits. Quelle est la pièce et le lit les plus adaptés au nourrisson et comment s'assurer qu'il est en sécurité pendant que papa et maman dorment ?

Le faire dormir dans la chambre des parents

De nombreux parents font le choix de mettre le lit de leur enfant dans leur chambre durant les premières semaines : ils sont ainsi plus vite auprès de leur tout-petit s'il se met à pleurer, ils entendent sa respiration rassurante, la maman est à côté de son bébé et peut l'allaiter plus facilement... D'autres parents font le choix de faire dormir d'emblée leur bébé dans sa propre chambre, laissant les portes ouvertes pour l'entendre à tout instant.

Ce que l'on sait. Après 3 mois, la vue du bébé s'améliore, il s'adapte peu à peu à son environnement, aux lumières, aux odeurs. Il commence à faire ses nuits. C'est souvent le bon moment... de lui donner sa place d'enfant : il a acquis de nouveaux repères qui lui permettent de franchir le pas et de rejoindre sa chambre.

Ce qui est vrai. Dormir seul, c'est appréhender la séparation avec l'adulte, donner ses angousses, se tourner vers l'extérieur, grandir. Entre 3 à 6 mois vient le bon moment pour quitter la chambre de Papa et Maman.

Ce qu'il est important de faire. Avoir un espace à soi, c'est important, mais c'est aussi un peu inquiétant. Passé du temps avec son bébé avant le coucher, ritualiser le moment de dormir avec une comptine ou une berceuse peut aider le bébé à s'installer dans le sommeil doucement, sereinement, dans sa chambre d'enfant. Un câlin, une chanson ou encore des mots doux murmurés à son oreille, tout est bon pour qu'il s'imprègne de l'amour parental et qu'il ressente un sentiment de sécurité.

Le co-sleeping : à éviter !

Hormis le fait que dormir avec son bébé peut être dangereux (risque d'étouffement notamment), cela crée une proximité entre lui et ses parents qui risque de s'installer au fil des jours, tout simplement parce que Bébé, heureux comme un roi et sécurisé à l'extrême entre les bras de Papa ou Maman, peut y prendre goût. Difficile ensuite de lui vanter les mérites de nuits tranquilles dans son propre lit ! Cela ne veut pas dire que vous ne devez pas adopter une pro-



gression et faire des exceptions (lors de cauchemars, de poussées dentaires ou de maladie), mais par définition la chambre des parents n'est pas un lieu insignifiant : c'est celle de deux adultes qui ont besoin aussi de retrouver leur intimité.

La meilleure position pour bébé

Les études ont démontré que faire dormir le bébé sur le dos réduisait fortement le risque de mort subite du nourrisson. C'est pourquoi les bébés ne doivent être couchés sur le ventre qu'en cas d'indication médicale particulière. «Quand il est sur le ventre, le bébé peut facilement respirer l'air qu'il vient d'expirer, ce qui va conduire à une hypoventilation», explique le Dr Bernard Bedouret, pédiatre. «Par ailleurs, les échanges thermiques sont réduits par la position ventrale : la fièvre ou un environnement surchauffé

risquent de faire monter dangereusement sa température», détaille le Dr Dominique Leyronnas et Catherine Piraud-Rouet dans «Le Guide de mon bébé au naturel». «Ainsi, un simple rhume expose un bébé qui a pris l'habitude de dormir sur le ventre au double risque de fièvre élevée et de gêne respiratoire.» Le couchage sur le côté à l'aide d'un cale-bébé est également déconseillé car le petit bout, dans une position inconfortable, va vouloir se décaler et peut se retrouver sur le ventre. Après plusieurs mois, quand l'enfant est capable de se retourner par lui-même sur le ventre, il n'est pas utile de chercher à le remettre sur le dos.

La bonne literie pour bébé

Jusqu'à l'âge de 2 ans, l'enfant doit dormir :

- dans un lit rigide à barreaux ;
- sur un matelas ferme mais pas non plus trop dur, bien adapté aux dimensions

du lit pour éviter que le bébé ne se coince entre le matelas et le cadre ;

- sans oreiller, ni drap, ni couette, ni objets mous comme des peluches pour éviter qu'il ne vienne y enfouir sa tête. L'enfant doit au contraire avoir le visage bien dégagé ;

- dans une turbulette ou une gigoteuse.

« Il ne faut pas que l'enfant soit emprisonné dans sa literie », commente le Dr Bedouret, pédiatre. Le tour de lit peut être dangereux, choisissez-en un qui ne soit pas trop rembourré car le bébé va avoir tendance à y nichier sa petite tête. Enfin, dans une étude présentée en mars 2012 et consacrée aux morts inattendues de nourrissons de moins de 2 ans, l'Institut national de veille sanitaire (Invs) déconseille, outre les cale-bébé, les oreillers anti-tête pour les enfants de moins de 4 mois. Ils « peuvent se retrouver enfouis dans l'oreiller », indiquent les auteurs de cette étude.

Hémangiome du nourrisson : un nouveau traitement autorisé

La commission européenne vient d'autoriser la commercialisation d'un traitement pédiatrique pour traiter les hémangiomes du nourrisson. Ces tumeurs vasculaires touchent entre 4 et 100 bébés sur 100.

Le laboratoire Pierre Fabre, qui avait obtenu il y a quelques mois l'autorisation de commercialiser un médicament contre l'hémangiome du nourrisson de la part de la Food and Drug administration américaine, vient d'obtenir la même autorisation de la part des autorités sanitaires européennes. Ce médicament à base de propranolol (un bêtabloquant) est commercialisé sous le nom d'Hémangioli. Développé en partenariat avec le Centre hospitalier universitaire de Bordeaux, il se présente sous la forme d'une solution buvable, adap-

tée aux nourrissons. Les hémangiomes (appelés « fraises » dans le langage courant, sont des tumeurs vasculaires qui apparaissent chez 4 à 10% des nourrissons au cours de leurs premières semaines. Ces tumeurs sont le plus souvent sans gravité, sauf lorsqu'elles se développent près des yeux ou de la sphère ORL. Le propranolol est un bêtabloquant généralement utilisé pour soigner l'hypertension artérielle. Mais en 2007, le Dr Christine Léauté-Labreze, dermatologue au CHU de Bordeaux a découvert, de façon fortuite, l'efficacité du propranolol dans le traitement des hémangiomes. Les essais ont montré une guérison complète ou quasi complète des hémangiomes chez les nourrissons soignés avec ce médicament, par rapport au médicament placebo.

Après seulement quelques prises de ce traitement, l'hémangiome des bébés s'est résorbé complètement ou quasi complètement. Mais ils peuvent entraîner des complications « 12% des hémangiomes sont des formes sévères qui peuvent entraîner des complications comme une obstruction des voies aériennes, altérer la vue ou entraîner des défigurations irréversibles. Pourtant nous n'avions à notre disposition aucun traitement avec un profil d'efficacité et de tolérance satisfaisant pour cette pathologie. L'autorisation de mise sur le marché délivrée par les autorités européennes apporte un cadre légal d'utilisation sécurisant pour l'enfant, l'entourage et le prescripteur », souligne le Dr Christine Léauté Labreze.

Coliques du nourrisson : les probiotiques remis en cause

Une nouvelle étude remet en cause l'intérêt des probiotiques pour calmer les coliques du nourrisson. Ces maux de ventre dus à un manque de maturité du système digestif ne sont pas soulagés avec des probiotiques qu'avec un placebo.

Une nouvelle étude publiée en début de semaine dans le *British Medical Journal* vient contredire d'autres études précédentes qui laissaient entendre que les probiotiques pouvaient calmer les coliques du nourrisson.

Ces coliques, fréquentes chez les bébés de moins de 3 mois, sont essentiellement dues à un manque de maturité du système digestif. En fin de journée, après un biberon ou une tétée, le nourrisson devient tout rouge, pleure, se tortille... et rien ne semble parvenir à calmer ses pleurs.

Étude à l'aveugle pendant un mois

Bien que personne ne sache vraiment ce qui déclenche ces coliques, certains chercheurs ont suggéré que l'inflammation de l'intestin pouvait être un facteur déclenchant. Ils ont donc suggéré de donner des probiotiques de la famille des *Lactobacillus reuteri*, dilués dans le biberon ou mis sur le sein avant la tétée, pouvait calmer ses maux de ventre. Mais cette nouvelle étude montre que les probiotiques n'ont pas plus d'effet qu'un placebo.

Pour cette étude, le Dr Valerie Sung, pédiatre à l'hôpital Royal Parkville, en Australie, a conduit des essais à l'aveugle pendant un mois, auprès d'un groupe de 167 nourrissons, nourris au biberon ou allaités au sein. La moitié d'entre eux a reçu un supplément à base de *Lactobacillus reuteri* et l'autre moitié un placebo.

Dans chacun des deux groupes, les pleurs des enfants se sont progressivement calmés au fil du mois. Mais les bébés sous probiotiques mettaient plus de temps à se calmer (en moyenne 49 minutes de plus) que les autres. Les bébés les plus «grignons» étant ceux nourris au lait infantile.

Le Dr Sung ne rejette pas complètement les études précédentes. Mais elle pense que, sachant qu'elles donnaient des probiotiques à leur bébé, les mamans ont peut-être perçu les coliques et les pleurs de leur bébé différemment.

ROUGEOLE : Un nouvel antivirale pour lutter contre la maladie

Un nouvel antivirale testé sur les animaux serait très efficace pour lutter contre un virus proche de celui de la rougeole selon une étude américano-allemande publiée dans la revue spécialisée *Science Translational Medicine*.

Le Dr Richard Plempner, de l'Institut de sciences biomédicales de l'Université de l'Etat de Géorgie et les chercheurs de l'Institut Emory et du Paul-Ehrlich Institute en Allemagne ont mis au point un nouvel antivirale, le Erdpr-051q qui a stoppé le développement du virus de la maladie de Carré, une pathologie qui touche les chiens et les furets et qui est très proche de la rougeole.

Les chercheurs ont donné oralement cet antivirale à des animaux infectés et ont constaté une forte réduction virale qui a empêché la mort des chiens et des furets.

L'émergence d'une puissante immunité antivirale chez ces furets est particulièrement encourageante et suggère que ce traitement peut non seulement sauver un sujet infecté mais aussi contribuer à combler les carences immunitaires dans une population donnée », explique le Dr Plempner.

Ce traitement serait une arme complémentaire au vaccin

«Ce traitement qui peut être utilisé à bas coût et stocké aisément, pourrait ainsi doper les efforts d'éradication de la rougeole en permettant d'arrêter la propagation du virus lors d'épidémies locales » estime-t-il. «Il pourrait ainsi



être utilisé pour traiter des proches d'une personne infectée ne présentant pas encore de symptômes», explique le chercheur. Pour éliminer la rougeole, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fixé un seuil minimum de vaccination de 95%. «Malgré des progrès majeurs pour contenir la rougeole dans le monde, cette maladie très contagieuse fait encore quelque 150 000 décès chaque année depuis 2007 », rappellent les auteurs de cette étude. «La prochaine étape dans

cette recherche consistera à tester cette nouvelle molécule contre le virus de la rougeole chez des singes avant de procéder à des essais cliniques chez des humains, probablement des adolescents et des jeunes adultes, d'ici quelques années » a affirmé le Dr Plempner.

L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) rappelle que «tous les enfants doivent être vaccinés avec deux injections de vaccin ROR: la première à l'âge de 12 mois et la seconde entre

16 et 18 mois. Même si ce vaccin n'est pas obligatoire, il est pris en charge à 100 % par l'Assurance maladie pour tous les enfants jusqu'à 17 ans inclus. Ensuite, il est remboursé à 65 %.

Et pour interrompre la transmission active du virus, toutes les personnes nées depuis 1960 non vaccinées ou qui n'ont reçu qu'une seule dose de vaccin (et qui n'ont jamais contracté la rougeole) devraient procéder à une vaccination de rattrapage».

Fatigue : s'en sortir avec le rythme de bébé

Une fois à la maison, de retour de la maternité vous vous sentez épuisée. Ce n'est pas fini : il va falloir à présent affronter les nuits incomplètes de votre nouveau-né ! Ne vous laissez pas submerger : patience et flexibilité sont les mots d'ordre.

Le bébé à un rythme de sommeil particulier

Pendant ses deux premiers mois, le bébé ne fait pas la différence entre le jour et la nuit. Il enchaîne des cycles de trois à quatre heures qui comprennent des phases de veille et de sommeil. Les périodes d'éveil se produisent indifféremment la nuit ou le jour. C'est surtout la sensation de faim qui va réveiller le bébé. Il peut aussi avoir des difficultés à passer d'un cycle de sommeil à l'autre. Ainsi, il va falloir être patient avant de pouvoir profiter à nouveau d'une bonne nuit de sommeil sans réveil à 3 heures du matin ! Il est illusoire de vouloir apprendre à son bébé le rythme circadien dès le retour de la maternité», prévient le Dr Bernard Beldout, pédiatre, dans son livre «Premiers jours à la maison», écrit avec Madeleine Deny (éd. Nathan, 2010). «Entre 2 et 4 mois, le rythme de 24 heures commence à se mettre en place, avec une alternance entre le jour et la nuit», écrit Laurence Pernoud dans «Élever mon enfant» (éd. Hôray, 2011). L'installation de ce rythme est favorisée par des facteurs extérieurs : l'heure du jour et obscurité de la nuit, régularité des repas, des moments d'échanges, de jeux, de promenades... À cet âge, le bébé

peut dormir de six à huit heures la nuit mais à vrai dire, il n'y a pas de règle commune à tous les enfants. Certains parents vont devoir se montrer encore plus patients que d'autres ! Vers 5 ou 6 mois, «la plupart des nourrissons dorment au moins huit heures et n'ont plus besoin de repas la nuit», complète Laurence Pernoud.

Pour bien se reposer : se caler sur le sommeil de bébé

Pour réussir à tenir la cadence des réveils nocturnes, il faut apprendre à dormir au même rythme que le bébé. Il vient de s'endormir ? Allez, on se glisse nous aussi dans le lit pour un petit somme. Pourtant, on en profiterait bien pour se débarrasser de quelques tâches ménagères ou administratives. Erreur : il sera difficile ensuite de récupérer de la fatigue accumulée durant ces premières semaines à la maison.

Il est donc utile de savoir «accueillir le sommeil même en plein jour», conseille «Le Guide de mon bébé au naturel» dirigé par le pédiatre Dominique Leyronnas et la journaliste Catherine Piraud-Rouet (éd. Nathan, 2010). Or, une femme active a pris l'habitude de résister au message que lui envoie son cerveau quand il a besoin de faire une pause », poursuivent les deux auteurs. Ce message s'appelle «coup de barre» et s'accompagne de bâillements, de perte de vigilance.



Le sommeil et l'allaitement au sein selon Edwige Antier, pédiatre

«Parler de troubles du sommeil pour les enfants allaités qui demandent le sein la nuit est un abus de langage. Si vous êtes motivée, bien conseillée et suffisamment organisée, vous supporterez longtemps des périodes avec une ou deux tétées nocturnes et y trouverez même du plaisir. C'est une erreur d'entretenir le mythe des nuits qui devraient être faites le plus tôt possible.»

SOUDAN

Protocole d'accord entre des rébellions soudanaises et Khartoum

Une coalition de neuf rébellions soudanaises a annoncé vendredi avoir conclu un protocole d'accord avec le gouvernement soudanais, étape importante en vue de la signature d'un accord de paix définitif. Les pourparlers entre représentants de Khartoum et ceux de cette coalition avaient débuté au Soudan du Sud en octobre en vue de mettre un terme aux conflits dans les régions soudanaises du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu. Ces rébellions accusaient le pouvoir du président déchu Omar el-Béchir d'avoir marginalisé leurs régions. Le protocole d'accord conclu à Juba, porte sur le règlement de questions liées à la terre, au partage du pouvoir, à la possibilité pour les autorités locales de légiférer ou encore à la création d'une armée nationale unifiée. Ce protocole a été signé par les rébellions du Darfour et du Nil Bleu, celles du Kordofan du Sud, qui veulent un Etat autonome, ayant des exigences supplémentaires avant d'apposer leurs signatures. Le président de la coalition de rébellions, Alhadi Idris, s'est réjoui de la conclusion de ce protocole qui a permis «de résoudre de nombreuses questions», en particulier «celle de la terre». Le contentieux sur les terres dans ces trois régions remonte à la présidence Béchir, qui avait donné les terres les plus fertiles aux investisseurs avec des baux d'une durée d'un siècle. Désormais, ces baux n'excèderont pas 20 ans. Alhadi Idris a également noté l'importance de la création d'une armée nationale unifiée dans un pays aux multiples rébellions et milices qui ont leurs propres forces, dont le protocole prévoit «comment les intégrer dans une seule armée nationale». Le commandant paramilitaire Mohamed Hamdan Daglo, surnommé «Hemeti», a signé l'accord au nom du gouvernement. Cela «montre la volonté politique» du nouveau pouvoir de parvenir à «la paix qui va changer plus que jamais la vie de tous les Soudanais», a-t-il dit. Outre le protocole d'accord, les parties en conflit ont signé une déclaration permettant une aide humanitaire dans les trois régions. Les pourparlers de Juba se tiennent sous la médiation du président sud-soudanais Salva Kiir, lui-même en pourparlers avec le chef rebelle Riek Machar pour mettre fin à un conflit de six ans qui a éclaté peu après l'indépendance du Soudan du Sud. Le président Kiir s'est déclaré «heureux» de la conclusion de l'accord entre rébellions, notant cependant qu'il n'était pas encore «définitif».

RUMEURS D'ENLÈVEMENTS D'ENFANTS AU GABON:

Des forces de sécurité déployées devant les écoles

Le gouvernement gabonais a annoncé vendredi un «déploiement conséquent» des forces de sécurité, notamment près des écoles, pour répondre aux violents incidents provoqués par des rumeurs d'enlèvements d'enfants, qui ont fait un mort. La circulation était fluide dans Libreville. Les quelques établissements scolaires d'habitude ouverts le samedi sont fermés jusqu'à lundi. Alors que des barrages avaient été érigés sur certains axes routiers jeudi soir et vendredi, le gouvernement a condamné «une justice populaire s'attaquant aux innocents», dans un communiqué publié après un conseil des ministres vendredi, selon un communiqué relayé par des médias. Un Gabonais a été tué pour avoir eu «le malheur d'être au mauvais endroit au mauvais moment», précise le communiqué. «Face à cette psychose savamment entretenue, le gouvernement annonce un déploiement conséquent des Forces de sécurité et de défense sur toute l'étendue du territoire national avec une plus grande concentration aux abords des établissements scolaires», ajoute le texte.

TUNISIE

La Tunisie a besoin d'une stabilité politique et gouvernementale

Des dirigeants d'organisations professionnelles et nationales en Tunisie, ont réitéré vendredi la nécessité de garantir au pays, une stabilité politique et gouvernementale.

Il s'agit des présidents de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), Samir Majoul, de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Noureddine Taboubi et de l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT), Radhia Jerbi, selon l'agence TAP. Lors d'une séance de travail tenue au siège de l'UTICA, ces organisations ont abordé la situation générale du pays, en particulier, les difficultés actuelles que connaît la Tunisie, appelant à se concentrer sur les vrais problèmes des tunisiens, notam-

ment, la lutte contre la marginalisation, la pauvreté, le chômage et l'impulsion de la croissance et de l'investissement. Dans un communiqué publié par l'UTICA, relayé par la TAP, outre la nécessité d'intensifier les efforts pour lutter contre les crimes, les organisations professionnelles et nationales ont également évoqué le rôle crucial et important des femmes tunisiennes, appelant à renforcer davantage leur autonomisation économique et leur accorder plus de responsabilité dans tous les niveaux.



TUNISIE-ETATS UNIS

Les Etats-Unis se tiennent aux côtés de la Tunisie dans la sécurisation de ses frontières

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis Donald Blome a réaffirmé l'engagement de son pays à continuer de se tenir aux côtés de la Tunisie et à appuyer ses efforts en matière de sécurisation de sa frontière avec la Libye, rapporte l'agence tunisienne TAP. Reçu, vendredi, par le ministre de la Défense nationale par intérim, Mohamed Karim Jamoussi, le diplomate américain s'est félicité du niveau «excellent» atteint par la coopération bilatérale particulièrement dans le domaine militaire, ajoute la même source.

Par ailleurs, Blome a «salué les pas franchis par la Tunisie sur la voie de la transition démocratique et ce, a-t-il dit, en dépit de plusieurs difficultés économiques, sociales et sécuritaires», réitérant l'engagement de son pays à «tout mettre en œuvre» pour aider la Tunisie à mener à bien sa transition économique. «Les Etats-Unis aideront la Tunisie dans sa relance économique», a-t-il promis. Cité dans un communiqué du ministère, le ministre de la Défense nationale par intérim, Mohamed Karim Jamoussi, a salué «le soutien de l'administration américaine en matière de sécurisation des frontières» terrestres et maritimes de la Tunisie à la faveur de la mise en place d'un sys-

tème de surveillance électronique fixe et mobile et d'un système de surveillance des côtes. La coopération bilatérale porte également sur la formation, l'entraînement, le renseignement et le renforcement des équipements, a souligné le ministre. «Les Etats-Unis y sont un pays ami de la Tunisie et un partenaire essentiel pour relever les défis communs, dont en premier lieu la sécurisation des frontières», a-t-il dit. Sur un autre plan, le ministre a affirmé que la Tunisie compte sur l'appui des pays, organisations et instances concernées en cas d'un nouvel afflux de réfugiés en provenance de Libye.

La coopération bilatérale porte également sur la formation, l'entraînement, le renseignement et le renforcement des équipements, a souligné le ministre. «Les Etats-Unis y sont un pays ami de la Tunisie et un partenaire essentiel pour relever les défis communs, dont en premier lieu la sécurisation des frontières», a-t-il dit. Sur un autre plan, le ministre a affirmé que la Tunisie compte sur l'appui des pays, organisations et instances concernées en cas d'un nouvel afflux de réfugiés en provenance de Libye.

Exercice militaire conjoint entre les marines tunisienne et française

Un exercice militaire conjoint a eu lieu entre la marine nationale et les forces navales françaises au large des côtes-nord de la Tunisie, rapporte vendredi l'agence tunisienne TAP. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, l'exercice a impliqué le patrouilleur tunisien de haute-mer «Syphax 611» avec «Le Dixmude L9015», un porte-hélicoptères amphibie de la marine nationale française. L'exercice vise à «renforcer les capacités opérationnelles des deux forces navales en matière de lutte contre les activités illicites en mer et de coordination dans le domaine du contrôle maritime», précise le communiqué.

MALI:

3 Casques bleus belges blessés dans l'explosion d'une mine

Trois Casques bleus belges ont été blessés vendredi lors de l'explosion d'un engin artisanal (IED) au passage de leur véhicule à 5 kilomètres de leur camp de Gao, grande ville du nord-est du Mali, ont indiqué l'ONU et le gouvernement belge.

«Ce vendredi 24 janvier 2020 à 18h09 heure belge (17h09 GMT et locales), un véhicule a roulé sur un IED (engin explosif improvisé) dans le nord du Mali. Trois soldats belges ont été blessés», a indiqué à Bruxelles le ministère belge de la Défense. «Un militaire a été transféré dans un hôpital français à Gao. Il va subir une intervention aux pieds. Les deux autres militaires (l'un des deux avec un bras cassé) ont été soignés sur place», selon le communiqué. «Les trois militaires sont dans un état stable, leur pronostic vital n'est pas engagé».

L'incident s'est produit à «environ 5 km du camp de Gao», a expliqué Olivier Salgado, porte-parole de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma). «Le plus grièvement touché a été évacué par hélicoptère, les deux autres plus légèrement blessés par ambulance», a-t-il ajouté, précisant qu'«une force d'intervention rapide a été déployée

sur les lieux pour sécuriser le périmètre et les opérations».

Deux militaires belges de la Minusma ont été blessés au Mali le 1er janvier lorsque leur véhicule a roulé sur un engin explosif artisanal, selon le ministère belge. La Belgique est présente au Mali, pays en guerre contre le terrorisme depuis huit ans, avec 90 soldats déployés au sein de la Minusma et une dizaine de militaires intégrés à la mission d'entraînement de l'Union

Européenne qui forme l'armée malienne (EUTM Mali), a indiqué le ministère. Deux soldats français de l'opération antiterroriste Barkhane ont été blessés jeudi par un engin artisanal au passage de leur camion ravitailleur dans la région de Tombouctou, dans le nord du Mali, selon l'état-major français.

Au moins 11 soldats maliens ont perdu la vie entre le 21 et le 23 janvier au centre du pays (DIRPA)

Au moins 11 éléments des Forces armées maliennes (FAMA) ont été tués entre le 21 et le 23 janvier dans plusieurs attaques

dans la région de Mopti (centre du Mali), a indiqué vendredi la Direction de l'Information et de Relations publiques des Armées (DIRPA). Selon la DIRPA, il s'agit de 7 morts à Dioungani, 3 morts à Dangkal Boré et 1 mort à Boulkessy suite à l'explosion d'une mine. «Des honneurs militaires» ont été rendus vendredi après-midi à Sévaré (Mopti) à ces soldats récemment tués dans le centre du pays, a poursuivi la DIRPA. L'attaque contre les FAMA dans la nuit du 22 au 23 janvier 2020 à Dioungani (cercle de Koro) et l'embuscade perpétrée jeudi contre une mission de l'armée à Dangkal Boré ont été revendiquées vendredi par la coalition terroriste Jama'at Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin' (JNIM). Ces attaques contre les FAMA ont coïncidé avec la visite au Mali de la ministre française des Armées, Florence Parly du 20 au 22 janvier. Elle a effectué cette visite en compagnie des ministres de la Défense de Portugal, de la Suède et de l'Estonie. La délégation a eu de longs entretiens avec le ministre malien de la Défense avant d'être reçue par le président Ibrahim Boubacar Keïta.

NIGER :

L'état d'urgence étendu au département de Filingué

Le gouvernement nigérien a décidé vendredi en Conseil des ministres d'étendre l'état d'urgence au département de Filingué dans la région de Tillabéry (ouest), face à l'exacerbation de la situation sécuritaire dans cette partie du pays, ont rapporté samedi des médias, citant une source officielle.

L'état d'urgence est déjà en vigueur dans plusieurs départements de la région de Tillabéry, en raison de la menace terroriste qui affecte certaines de ses localités. «Cette situation s'est exacerbée par des attaques ciblées sur des installations militaires et des assassinats d'autorités coutumières», a précisé le gouvernement,

cité par des médias, ajoutant que «le département de Filingué étant exposé à la même menace, le présent projet de décret est pris pour proclamer cette mesure dans le département dans le but de donner aux autorités administratives et aux Forces de Défense et de Sécurité déployées dans la zone, les pouvoirs nécessaires pour faire face à cette situation sécuritaire». Depuis près de six ans, cette partie du Niger fait l'objet d'attaques perpétrées par des groupes terroristes proches d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), d'Ansar Dine et d'autres groupes en activité depuis près de cinq ans dans le nord du Mali.

PALESTINE-ROYAUME UNI

Le président palestinien exhorte le Royaume-Uni à reconnaître l'Etat de Palestine

Le président palestinien Mahmoud Abbas a rencontré vendredi à Beithléhm, dans le sud de la Cisjordanie, l'héritier du trône britannique, Charles, prince de Galles, et a exprimé son espoir que le Royaume-Uni reconnaitra le statut d'Etat de Palestine.

«Nous espérons entendre dans un proche avenir la reconnaissance de l'Etat de Palestine par le Royaume-Uni, car nous avons entendu dire que le parlement britannique a recommandé cela au gouvernement, alors nous espérons que cela se produira», a déclaré M. Abbas.

Selon l'agence de presse palestinienne officielle Wafa, M. Abbas a remercié le prince Charles pour le soutien de son pays à la construction d'institutions palestiniennes et à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ainsi que pour son adoption du principe de la solution à deux Etats et sa po-

sition contre l'accord du siècle. Pour sa part, le prince de Galles s'est déclaré heureux que le Royaume-Uni apporte une assistance aux Palestiniens sous diverses formes, remerciant M. Abbas de l'avoir invité dans le territoire occupé.

La visite du prince Charles est intervenue un jour après avoir assisté à un événement en Israël marquant le 75e anniversaire de la libération du camp d'extermination nazi d'Auschwitz, en Pologne.

Au cours des trois derniers jours, un grand nombre de dirigeants mondiaux, qui ont assisté à la cérémonie commémorative de l'Holocauste en Israël, ont aussi rencontré le président palestinien.



Pas de pourparlers entre l'Autorité palestinienne et les USA sur le plan de paix de Trump pour le Moyen-Orient

Un haut responsable palestinien a nié vendredi que l'Autorité palestinienne ait eu des discussions avec les Etats-Unis sur l'«Accord du siècle» du président américain pour le Moyen-Orient. Nabil Abu Rudeinah, porte-parole de la présidence palestinienne, a déclaré dans un communiqué qu'«il n'y a pas eu le moindre entretien avec l'administration américaine, ni de brefs échanges, ni de discussions approfondies».

Les médias ont précédemment rapporté que le président américain Donald Trump avait l'intention de présenter prochainement son nouveau plan de paix au Moyen-Orient, ou «Accord du siècle», qui a été rejeté d'avance par les Palestiniens. M. Abu Rudeinah

a également démenti les informations relayées dans les médias selon lesquelles le plan de paix proposé par les Etats-Unis aurait été brièvement discuté par les Etats-Unis et l'Autorité palestinienne. Hazem Qassem, porte-parole du mouvement palestinien Hamas, a déclaré dans un communiqué de presse que tout plan américain qui porte atteinte aux droits légitimes du peuple palestinien «ne passera jamais». Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le chef de l'opposition israélienne Benny Gantz doivent se rendre à Washington la semaine prochaine pour discuter du plan de paix avec l'administration américaine, selon les médias israéliens.

SYRIE:

Les forces gouvernementales se rapprochent d'un objectif-clé, selon l'OSDH

Les forces gouvernementales syriennes ont progressé vendredi vers la ville de Maaret al-Noomane, un objectif-clé dans le nord-ouest du pays, après des combats avec des terroristes qui ont fait 23 morts, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

Selon l'OSDH, les forces syriennes ont pris deux villages, Deir Sharqi et Deir Gharbi, situés dans le sud de la province d'Idleb, et se trouvent désormais à quatre kilomètres de Maaret al-Noomane. Cette ville tenue par les terroristes est l'une des localités les plus importantes de cette région, dernier grand bastion échappant au contrôle de Damas et l'un des objectifs clés de l'Etat syrien, souligne l'OSDH.

«Deir Sharqi et Deir Gharbi sont les clés vers la conquête de Maaret al-Noomane»,

a assuré l'Observatoire. Les combats pour la prise des deux villages, situés au sud de Maaret al-Noomane, ont fait sept morts parmi les forces gouvernementales et 16 morts dans les rangs des terroristes et des rebelles, selon l'OSDH. Selon le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane, les forces syriennes pourraient à présent lancer des attaques au mortier sur Maaret al-Noomane depuis des collines situées dans ces villages.

Les forces gouvernementales soutenues par l'aviation russe, ont intensifié leurs attaques sur le sud de la province d'Idleb depuis décembre. Depuis cette date, 358.000 personnes ont été déplacées dans le nord-ouest syrien, en grande majorité des femmes et des enfants, selon l'ONU. Cette escalade coïncide avec un récent regain d'attaques menées par les forces gouver-

nementales syriennes dans l'ouest de la province d'Alep, une zone tenue par des groupes terroristes, qui jouxte la province d'Idleb. Entre le 15 et le 19 janvier, plus de 38.000 personnes ont fui les violences dans l'ouest de la province d'Alep, selon l'ONU. La province d'Idleb et certaines zones des régions voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié, sont dominées par les terroristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda. Des groupes rebelles y sont aussi présents.

Un cessez-le-feu annoncé en janvier par Moscou est resté lettre morte. Le gouvernement syrien, qui contrôle désormais plus de 70% du pays, a maintes fois exprimé sa détermination à reconquérir cette région, où vivent environ trois millions de personnes.

FRANCE/TENTATIVE D'ATTENTAT TERRORISTE À BREST :

7 suspects mis en examen

Sept individus suspectés de préparer un attentat terroriste et interpellés en début de semaine à Brest en Bretagne (France) ont été mis en examen dans la nuit du 24 au 25 janvier, ont rapporté samedi des médias locaux. «Suite à leur mise en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste», ils ont été placés en détention provisoire. Les sept hommes projetaient une action violente et un départ vers la zone irakosyrienne», selon une source proche du dossier citée par Franceinfo. Six d'entre eux sont âgés d'entre 28 et 38 ans tandis que le septième suspect est un mineur de 16 ans, selon la même source.

IRAK:

Le bilan du raid iranien contre une base américaine s'alourdit

Le bilan de l'attaque iranienne contre la base aérienne d'Aïn al-Assad en Irak le 8 janvier, plus lourd qu'annoncé initialement avec 34 soldats américains victimes de commotion cérébrale, s'est invité vendredi dans la campagne présidentielle américaine.

Sur ces 34 militaires, la moitié ont déjà réintégré leurs unités mais huit soldats ont été rapatriés aux Etats-Unis et neuf autres évacués vers un hôpital militaire américain en Allemagne. Ils y seront traités pour des symptômes de commotion dus aux explosions, a précisé vendredi au cours d'une conférence de presse un porte-parole du ministère américain de la Défense, Jonathan Hoffman. Parmi les symptômes ressentis par les soldats, il a cité des «maux de tête, vertiges, hypersensibilité à la lumière, agitation et nausées». Ces symptômes ont rapidement disparu dans certains cas, mais pour les autres, ils se sont aggravés et les soldats ont dû être évacués.

Dans la nuit du 7 au 8 janvier, Téhéran avait lancé des missiles contre les bases d'Aïn al-Assad (ouest) et d'Erbil (nord), où sont stationnés certains des 5.200 soldats américains, en représailles à l'élimination du général iranien Qassem Soleimani. «Aucun Américain n'a été blessé dans les attaques de la nuit dernière», avait déclaré peu après le président américain Donald Trump dans un discours télévisé.

Mais la semaine dernière, le Pentagone avait reconnu que 11 soldats souffraient en réalité de commotion cérébrale. Le porte-parole du Pentagone a expliqué vendredi le nouveau bilan par le fait que ces symptômes mettent souvent plusieurs jours à apparaître. Interrogé à ce sujet à Davos, M. Trump, qui cherche à éviter toute escalade militaire avec Téhéran, avait de nouveau minimisé mercredi l'impact des frappes iraniennes. «J'ai entendu dire qu'ils avaient mal à la tête», a-t-il dit. «Je ne considère pas ça comme des blessures graves». Mais les commentaires du président ont été vivement critiqués par l'opposition démocrate. Estimant que M. Trump a «menti» quand il a annoncé qu'il n'y avait aucun blessé au lendemain des raids iraniens, l'élu démocrate Debbie Wasserman Schultz a souligné sur Twitter que «près de la moitié des commotions cérébrales nécessitent des interventions chirurgicales et peuvent conduire à des handicaps permanents».

L'ancien vice-président Joe Biden a mentionné les 34 blessés lors d'un meeting de campagne dans le New Hampshire. Donald Trump a «balayé d'un revers de la main les blessures subies par les courageux soldats qui ont subi le bombardement» iranien en Irak, a déclaré le candidat à la primaire démocrate avant de rappeler le commentaire du président américain sur les «maux de tête» des soldats américains. «Franchement, je trouve ça répugnant», a-t-il conclu.

PROCÈS EN DESTITUTION:

Trump accusé d'être un «danger» pour la démocratie

Les procureurs démocrates au Sénat ont accusé vendredi Donald Trump d'être un «danger» pour la démocratie, dans un réquisitoire adressé autant aux électeurs américains qu'aux élus chargés de juger si le président mérite d'être destitué.

Après deux jours à la barre, l'accusation a repris à la mi-journée sa présentation des reproches adressés au président, le troisième seulement de l'Histoire des Etats-Unis à subir un procès en destitution au Sénat.

Leur déroulé méthodique des faits, entrecoupé d'extraits vidéo, de références historiques et d'envoies lyriques a dressé un portrait peu flatteur de l'impétueux milliardaire républicain. «Le président a tendance à mettre ses intérêts avant ceux du pays»: c'est «Trump d'abord et pas l'Amérique d'abord», a

assuré le procureur en chef Adam Schiff, élu de la Chambre des représentants, en référence au slogan de campagne de l'ancien magnat de l'immobilier.

Sa conduite «met en danger notre sécurité nationale», a-t-il poursuivi. «Notre démocratie est en jeu, c'est aussi simple que ça.» Les faits au cœur du procès sont peu contestés: Donald Trump a demandé à l'Ukraine d'enquêter sur le démocrate Joe Biden, adversaire potentiel à la présidentielle de novembre, en même temps qu'il gelait une aide militaire cruciale pour ce pays en conflit avec la Russie.

Pour l'opposition, le président a utilisé les moyens de l'Etat pour faire pression sur Kiev afin de «salir» son rival. «En d'autres termes, pour tricher à l'élection», selon Adam

Schiff. Une fois «démasqué», après l'intervention d'un mystérieux lanceur d'alerte, «il a travaillé dur pour étouffer l'affaire» et bloquer l'enquête du Congrès, a ajouté Hakeem Jeffries.

La Chambre des représentants, aux mains des démocrates, l'a donc mis en accusation le 18 décembre pour «abus de pouvoir» et «entrave au travail du Congrès». Pas un seul républicain n'a apporté sa voix à ce vote d'impeachment. Cette solidarité des élus républicains devraient permettre à Donald Trump d'être rapidement acquitté, son parti restant majoritaire au Sénat, avec 53 sièges sur 100. L'opposition espère toutefois écorner son image, alors qu'il est en pleine campagne de réélection. Le leader des sénateurs démocrates Chuck



Schumer a reconnu que des propos «poignants» d'Adam Schiff jeudi soir sur l'importance du «bien et de la vérité» «s'adressaient au bon sens des Américains».

APS

TIZI-OUZOU: Hommage et recueillement à la mémoire de Matoub Lounes

Une cérémonie d'hommage et de recueillement à été organisée vendredi à Taourirt-Moussa, dans la commune d'Ait Mahmoud, au sud de Tizi-Ouzou, à la mémoire du chanteur Matoub Lounes, à l'occasion du 64e anniversaire de sa naissance.

La cérémonie organisée par la fondation qui porte son nom a été marquée par la présence de citoyens venus des quatre coins du pays, rendre hommage au rebelle. Une gerbe de fleur à été déposée à sa tombe et au lieu de son assassinat par un groupe terroriste à Tala-Bouanane sur le chemin menant de Tizi-Ouzou à son village le 25 juin 1998. "Il y a quelque chose de plus fort que la mort, c'est la présence des morts dans la mémoire des vivants", une réflexion tirée de son livre "Le rebelle" édité en 1996, est inscrite sur une banderole ornant le fronton du siège de la fondation éponyme, témoin de la vision prémonitoire de l'artiste.

Chanteur populaire engagé dans le combat démocratique pour, clamait-il, "une Algérie meilleure et une démocratie majeure", Matoub a consacré sa vie et son art à la défense de la dimension amazigh de l'identité nationale, de la démocratie, la laïcité et la liberté, faisant siennes toutes les causes justes.

Grièvement blessé lors des événements d'octobre



1988, le chanteur s'était opposé au terrorisme qui a frappé l'Algérie en condamnant les assassinats perpétrés et en portant la voix des siens. Le 25 septembre 1994 au soir, il fut enlevé, au lieu dit Takhoukt au Sud de Tizi-Ouzou, par un groupe terroriste puis libéré au bout de deux semaines sous la pression de la forte mobilisation populaire suscitée par son kidnapping, notamment dans sa région natale.

Auteur d'une riche discographie musicale produite durant sa carrière s'étalant sur 30 ans, encore reprise aujourd'hui par des artistes, œuvre de Matoub se confond

avec les joies et peines de sa vie d'homme, d'artiste, de militant et d'algérien. Récipiendaire de plusieurs prix pour son combat, en Europe, au Canada et aux Etats-Unis, le chanteur a continué à mettre son art et sa notoriété au service du combat contre le terrorisme, pour la démocratie et l'Algérie jusqu'à son assassinat le 25 juin 1998.

Une exposition retraçant la vie et œuvre du rebelle est, par ailleurs, organisée au niveau du hall de la maison de la culture Mouloud Mameri, à l'initiative de la direction locale de la culture en collaboration avec la fondation Matoub Lounes.

TUNISIE: Dépôt officiel demain du dossier de l'île de Djerba auprès de l'Unesco

Une délégation tunisienne déposera officiellement le 27 janvier en France, le dossier de candidature pour l'inscription de l'île de Djerba sur la liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Dans un communiqué, relayé vendredi par l'agence TAP, le ministère des Affaires Culturelles a fait savoir que le dossier sera remis lundi auprès du Centre du Patrimoine International, au siège de l'Organisation onusienne à Paris, en présence de l'ambassadeur représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Unesco, Ghazi Ghrairi. Selon la même source, il s'agit d'une dé-

légation de haut niveau qui réunit des responsables d'institutions en charge du patrimoine relevant du ministre des Affaires Culturelles ainsi que des membres de la société civile. Le ministre des Affaires Culturelles Mohamed Zinelabidine, cité par la TAP, a fait savoir que ce dossier qui obéit à des critères scientifiques et techniques, a été élaboré par des spécialistes dans le secteur du patrimoine.

En coordination avec l'ambassadeur représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Unesco, le comité chargé du dossier a envisagé une nouvelle formule du dossier afin de lui offrir plus de chance à être inscrit sur la liste définitive de l'Unesco, a dit le

UNE SEMAINE D'ACTIVITÉS CULTURELLES (RÉTROSPECTIVE)

Le paysage culturel de la semaine écoulée a été marquée par la tenue de plusieurs activités en lien avec la danse, la musique, la poésie, la littérature et les arts plastiques.

- "La Belle au bois dormant", une célèbre chorégraphie russe créée par deux grands artistes de la fin du XIXe siècle, a été présentée lundi soir à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïeh par le prestigieux ballet de Saint-Petersbourg.

- Inauguration, samedi au Musée d'art moderne d'Oran, d'une exposition collective qui a réuni les œuvres d'une trentaine de plasticiens.

- Une trentaine d'éditeurs prend part au 12e Salon Djurdjura du livre qui s'est

ouvert samedi à Tizi-Ouzou à travers les différents établissements culturels de la wilaya.

- Des écrivains et poètes ont animé lundi à Tizi-Ouzou une rencontre sur la poésie populaire en marge du 12e Salon "Djurdjura du livre".

- Une exposition de photos et de textes retraçant les parcours et la vie de Matoub Lounes a été organisée vendredi au hall de la maison de la culture Tizi-Ouzou, à la mémoire du chanteur à l'occasion du 64e anniversaire de sa naissance coïncidant avec le 24 janvier.

- Le photographe autodidacte Omar Dib présente une vingtaine de clichés sur le site Sefar dans le parc du Tassili N'Ajjer, dans une ex-

position inaugurée samedi dans le hall de l'Hôtel Sofitel à Alger.

- Une exposition collective d'œuvres contemporaines sur le thème de la création abordée dans un style abstrait, a été inaugurée samedi à Alger par les plasticiens Mourad Abdellaoui, Djamel Talbi et Mohamed Chafa Ouzani.

- L'association culturelle Koukou de Béchar a célébré mercredi le nouvel an amazigh, Yennayer, avec des médecins spécialistes cubains en exercice dans la wilaya à la clinique ophtalmologique régionale algo-cubaine.

- La comédienne et costumière Loubna Belkacemi est décédée samedi dans un accident de la circulation survenu dans la wilaya d'El Oued.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la santé de la population et de la réforme hospitalière
Direction de la santé et de la population du Wilaya de Tébessa
Etablissement public hospitalier Bouguerra Boulaares Tébessa

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°.../2020

L'établissement public hospitalier Bouguerra Boulaares Tébessa, lance un appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, conformément à l'article 42 et 44 du décret présidentiel N° 247/15 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public relatif à l'acquisition de matériel de nutrition année 2020, et cela pour l'acquisition des lots suivants :

- lot n°01 : Viande rouge
- lot n° 02 : Viande blanche et Œufs
- lot n° 03: Fruits et Légumes
- lot n°: 04 Alimentations Générales
- lot n° 05 : Pains

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet, dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné.

Conformément aux articles 62 et 67 du décret présidentiel N° 247/15 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public les offres doivent contenir le pli extérieur cacheté et anonyme sans signature ni cachet portant la mention suivante :

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°.../2020

A/ Monsieur le Directeur l'établissement public hospitalier Bouguerra Boulaares Tébessa siège Bekkaria N°ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Et contient (03) autres plis séparés cachetés :

Le 1^{er} pli : contient Le dossier de candidature :

- une déclaration de candidature ;
- une déclaration de probité ;
- les statuts pour les sociétés ;
- les soumissionnaires peuvent soumissionner dans un seul lot comme dans tous les lots et dans ce cas l'évaluation des offres se fait lot par lot.

Le 2^{ème} pli : contient l'offre technique :

- une déclaration à souscrire ; le cahier des charges techniques.

Le 3^{ème} pli : contient l'offre financière :

- la lettre de soumission ; les bordereaux des prix unitaires ; les détails quantitatifs et estimatifs.

Conformément aux articles 67 et 69 du décret présidentiel N° 247/15 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration, de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public qui doit les fournir dans un délai de 10 jours à compter de la date de sa saisine et en tout état de cause avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marchés.

NB:

- Le soumissionnaire se référera à la liste détaillée ces pièces exigées dans le cahier des charges techniques.
- Les offres seront évaluées sur la base de l'offre la moins-disant.
- Les soumissionnaires peuvent soumissionner dans un seul lot comme dans tous les lots et dans ce cas l'évaluation des offres se fait lot par lot.
- Les plis doivent être déposés au bureau des marchés de l'établissement public hospitalier Bouguerra Boulaares Tébessa de 08:00H à 11:00H.
- La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la 1^{er} parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse ou le (B.O.M.O.P).
- La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis (si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable).
- L'ensemble des soumissionnaires sont invités à assister à la séance de l'ouverture des plis qui se tiendra au siège de l'établissement, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 12:00H.
- Les soumissionnaires raseront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de 90 jours à partir du jour qui suit l'ouverture des plis.

DK NEWS

Anep : 2023000319 du 26/01/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

N° Identification Fiscale : 0991231900535

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMAL

N° 06/2020

La Direction des ressources en eau de la wilaya d'Annaba lance un Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales :

AMENAGEMENT ET BETONNAGE DU CANNAL D'ASSECHEMENT ALLELICK POUR LA PROTECTION DE LA ZONE BASSE D'EL BOUNI

-Il s'agit d'un appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales les entreprises seules doivent répondre à les conditions suivantes :

A-1- disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle a la catégorie 04ou plus activité hydraulique principal selon le code 34.705.

A-2- doit avoir réalisé, sur la base d'attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public :

Aménagement et/ou bétonnage des cours d'eau : mise en œuvre de 300 m³ de béton armé.

A-3- la moyenne du chiffre d'affaire des trois dernières années (2016, 2017,2018) doit être supérieure à 30 000 000.00DA.

sont autorisés à soumissionner à cet avis d'appel d'offre.

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges auprès de : La Direction des Ressources En Eau De la wilaya De Annaba BOULEVARD CORBA AMARA EX STRASBOURG-Bureau Des Marchés-

NB : CE PRESENT CAHIERS DES CHARGE EST CONCERNE PAR LE GROUPEMENT

Les offres accompagnées des pièces et documents en cours de validité, tels qu'exigé par le cahier des charges, doivent être présentées dans trois 03 enveloppes distinctes

Enveloppe1-dossier de candidature : contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges (offre technique)

Enveloppe2-offre Technique : contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges (offre technique)

Enveloppe3-Offre Financière : contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges (offre technique)

NB : Pour plus de détail pour les pièces demandés voir l'article 12 page 14 et 15(C préparation des soumissions)

Les 03 enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« Soumission A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Direction de Ressources En Eau De la wilaya De Annaba

Rue CORBA AMARA EX STRASBOURG-Annaba-

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMAL

N° 06/2020

AMENAGEMENT ET BETONNAGE DU CANNAL D'ASSECHEMENT ALLELICK POUR LA PROTECTION DE LA ZONE BASSE D'EL BOUNI

La durée de préparation des offres est fixée à (15) jours à partir de la date de la première publication de l'Appel d'Offre National ouvert avec exigence de capacités minimales sur le « BOMOP » ou la presse National en Langue Arabe et Française

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis techniques et financiers et dossier de candidature correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les offres doivent être déposées au niveau de La Direction de Ressources en Eau de la wilaya de Annaba, RUE CORBA AMARA EX -STRASBOURG - ANNABA, de 08:30H à 12:00H.

La séance d'ouverture des plis techniques et financiers se tiendra en séance publique en présence des soumissionnaires au siège de la Direction de Ressources en Eau de la wilaya d'ANNABA (Salle de réunion) à 14:00 H

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 mois + la durée de la préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres

DK NEWS

Anep : 2023000321 du 26/01/2020

GB La police de Londres va utiliser la reconnaissance faciale

La police de Londres a annoncé vendredi qu'elle allait commencer à utiliser la reconnaissance faciale dans des endroits ciblés pour identifier les auteurs de crimes et délits graves, malgré la controverse que suscite cette technologie.

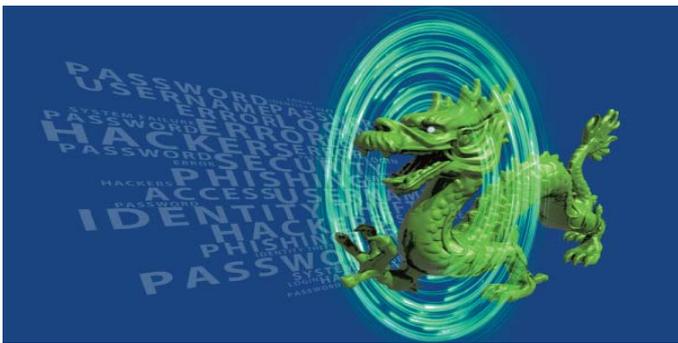


Après avoir procédé à plusieurs tests ces dernières années, la police de la capitale britannique a déclaré dans un communiqué qu'elle allait déployer cette technologie dans des endroits où "il est le plus probable de localiser" les auteurs de ces infractions. "En tant que force de police moderne, je pense que c'est notre devoir d'utiliser les nouvelles technologies pour assurer la sécurité des Londoniens", a expliqué Nick Ephgrave, l'un des responsables de la police, cité dans le texte. Le système déployé, fourni par le groupe japonais NEC, visera des zones "réduites et ciblées", sera signalé par des panneaux et ne sera pas relié aux réseaux de

caméras de surveillance existants ou à celles portées par les agents de police. Largement soutenue par le public dans les sondages, l'utilisation de la reconnaissance faciale a suscité la controverse ces dernières années au Royaume-Uni, où elle n'a pas de cadre juridique. Un test mené l'an dernier dans le quartier londonien de King's Cross par une entreprise d'aménagement urbain pour aider la police a provoqué l'ouverture d'une enquête par le gendarme britannique de la protection des données, l'Information Commissioner's Office (ICO). Ce dernier s'est montré très critique sur le recours

croissant à la reconnaissance faciale, qui permet de comparer les visages captés sur les images de vidéo surveillance à des bases de données. Certaines organisations y voient un recul des droits fondamentaux, l'association Big Brother Watch s'inquiétant l'année dernière de la propagation de la technologie. "La technologie offre aux officiers de police un outil supplémentaire pour les aider à faire ce qu'ils ont toujours fait: aider à localiser et arrêter les personnes recherchées", s'est justifiée la police de Londres, revendiquant "une approche réfléchie et transparente".

SELON UNE ÉTUDE Certains hackers prennent la rançon et les données



Il est communément admis qu'il vaut mieux payer la rançon exigée par des hackers en échange de la «libération» de données séquestrées, parce que les criminels ont intérêt à honorer leur parole au risque de tuer la poule aux œufs d'or. Mais une nouvelle étude publiée jeudi montre que bon nombre de pirates informatiques prennent simplement l'argent, en général de la cryptomonnaie intraçable et disparaissent. Un sondage mené par les chercheurs de la société Proofpoint a trouvé qu'un tiers des organisations victimes d'un rançongiciel --qui permet aux pirates informatiques de chiffrer les données de leur victime comme un hôpital où une administration et de n'y redonner accès qu'en échange du versement d'une somme d'argent-- acceptent de payer la rançon. Quelque 22% de ces victimes qui payent affirment n'avoir jamais eu les codes pour décrypter leurs données et 9% indiquent même que les criminels ont demandé plus d'argent après le versement de la première somme. «Un grand nombre parmi ceux qui ont payé la rançon ont appris une vieille leçon: les voleurs n'ont pas d'honneur», souligne

l'étude publiée par l'entreprise californienne spécialisée dans les questions de sécurité. Le sondage a porté sur 600 professionnels de sécurité informatique dans 7 pays et a révélé que 65% des organisations pour lesquelles ils travaillent ont été victimes de ce type de tentative d'extorsion. Ce rapport ne fait que souligner l'inquiétude grandissante face à ce phénomène qui ces derniers temps a frappé des grandes villes américaines comme Atlanta, Baltimore ou encore la Nouvelle-Orléans, paralysant une partie de leurs services municipaux. «Les organisations de santé et des organisations régionales et locales ont été frappées particulièrement durement en 2019», souligne Proofpoint. «Le rançongiciel a le pouvoir d'immobiliser des infrastructures indispensables et peut interrompre des services indispensables ou même vitaux. Une organisation dans cette situation peut conclure que payer la rançon et le meilleur --et le moins cher-- des moyens pour recommencer à fonctionner normalement», ajoute l'entreprise. Un autre rapport de la société Emsisoft note que 966 entités ont été visées par une attaque au rançongiciel en 2019 pour un coût total de plus de 7,5 milliards de dollars.

USA De nouvelles routes aux Etats-Unis pour les voitures autonomes de Waymo

Déjà présentes sur les routes d'Arizona, dans le sud-ouest des Etats-Unis, les voitures autonomes de Waymo, filiale d'Alphabet, vont circuler au Texas et au Nouveau-Mexique dès cette semaine afin d'explorer de «nouvelles solutions de transport», a annoncé jeudi la compagnie sur Twitter. Les monospaces Chrysler Pacifica et les poids-lourds utilisés par la start-up s'appuie sur l'infomatique/internet De nouvelles routes aux Etats-Unis pour les voitures autonomes de Waymo ront sur le projet en cours dans l'Etat de l'Arizona pour circuler sur ces nouvelles routes, indique Waymo. L'entreprise propose un service de «robotaxis», Waymo One Brand, depuis environ un an à Chandler, dans l'Arizona. Un humain, appelé

«safety driver», est néanmoins sur le siège conducteur pour prendre le contrôle en cas d'urgence. Une application permet d'appeler le véhicule pour circuler dans un périmètre délimité. Waymo veut toutefois aller plus loin et offre depuis il y a quelques années ce service à des abonnés à Phoenix et sa banlieue: des voyages sans humain derrière le volant, gratuits dans l'après-midi et parfois en soirée. «Ce sont des itinéraires commerciaux intéressants et prometteurs, et nous utiliserons nos véhicules pour explorer les manières pour le conducteur Waymo de créer de nouvelles solutions de transport», explique l'entreprise. Née dans un laboratoire de Google, Waymo est devenue en 2016 une filiale à part entière.

RUSSIE Report du lancement d'une fusée Soyouz-2 en raison de problèmes techniques

Le lancement de la fusée russe Soyouz-2 pour placer en orbite un satellite de télécommunications militaire Meridian-M a été reporté pour une durée indéterminée en raison de problèmes techniques, ont rapporté vendredi les médias russes. Le lancement depuis le Cosmodrome de Plesetsk avait été précédemment reporté du 24 au 25 janvier. Vendredi, une source de l'industrie spatiale russe a déclaré à l'agence de presse Sputnik que "la fusée Soyouz-2 devra être retirée de la

rampe de lancement et ramenée à l'installation d'assemblage et d'essai pour résoudre le problème qui a empêché le lancement". Le problème qui a causé le report a été découvert dans le troisième étage de la fusée et "le lancement a été reporté indéfiniment". En juillet dernier, l'armée russe a lancé une fusée porteuse Soyouz-2.1 avec un satellite de télécommunications Meridian, marquant le troisième lancement de la fusée Soyouz-2.1 depuis le Cosmodrome de Plesetsk en 2019.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SOUKAHRAS
DAIRA DE SEDRATA
COMMUNE DE SEDRATA
NIF : 098.541.029.067.915.111

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° : 01/2020

Le président de l'Assemblée populaire communale Sedrata lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la 2^{ème} fois pour la réalisation des travaux suivants : Réalisation des travaux restants du projet Aménagement, Elargissement Et Equipement Des Services De Réception Du public Au Siège De La Commune De Sedrata

Les entreprises intéressées par le présent avis, possédant une qualification catégorie 03 et plus - Bâtiment activité principale peuvent retirer le cahier des charges au niveau du service technique de la commune Cité Khedraoui Ahmed - Sedrata contre un paiement de 2.000,00 DA.

Les offres doivent comporter (un Dossier de candidature une offre technique et une offre financière) Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature ». « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Appel d'offres N°01/2020

L'objet de l'appel d'offre (Réalisation des travaux restants du projet Aménagement, Elargissement Et Equipement Des Services De Réception Du public Au Siège De La Commune De Sedrata)

Dossier de candidature contient :

- 1- une déclaration de candidature.
 - 2-une déclaration de propreté
 - 3-statut pour les sociétés
 - 4- les documents relatives pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - 5- Le certificat de qualification et de classification professionnelle valide (la 02 et plus Bâtiment Activité principale) (copie en cours de validité).
 - 6-Bilans des deux dernières années (copie).
 - 7- Liste des moyens matériels (appuyée par des copies cartes grises ou autres documents justificants indiquant la propriété selon le cahier des charges).
 - 8- liste des moyens humains (suivant le cahier des charges).
 - 9- Liste des références professionnelles (travaux similaires) (appuyée par des copies des attestations signées Par le maître d'ouvrage)
- L'Offre Technique**
- 1- la déclaration à souscrire (originale).
 - 2- Le cahier des charges paraphé et signé portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
 - 3-le mémoire technique justificatif
 - 4- planning et détail d'exécution.
- L'Offre Financière**
- 1- la lettre de soumission (copie originale cachetée et signée)
 - 2- le bordereau des prix unitaires (original).
 - 3- le devis quantitatif et estimatif (original).
 - 4- Le retrait des cahiers des charges et la préparation des offres est fixé à 21 jours à partir de la première parution Dans 02 quotidiens (arabe et français) et le BOMOP.
 - 5- Le dépôt des plis est limité au dernier jour de la préparation des offres avant 14.00h et l'ouverture aura lieu en séance publique au siège de la commune de Sedrata à 14.00h du même jour si le jour de dépôt coïncidera un jour férié, le dépôt se fera le jour ouvrable suivant.
 - 6- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (90+21) jours.

HAND/CAN 2020: Le Maroc bat le Gabon (31-27) et se qualifie pour le mondial d'Egypte

La sélection marocaine de handball s'est imposée face à son homologue du Gabon (31-27) dans un match de classement (5e-8e) de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), disputé vendredi à Radès (Tunis).

Grâce à cette nouvelle victoire, le sept marocain, qui a évolué dans un groupe comprenant l'Algérie, le Cap-Vert et la Tunisie, assure donc sa qualification au Mondial d'Egypte prévu en 2021.

BEACH VOLLEY - JO-2020 (TQO 2EME TOURNOI PRÉLIMINAIRE): 20 pays africains au tournoi de Hammam Ghezaz (Tunisie)

Vingt (20) pays africains sont attendus au second tournoi préliminaire de beach-volley de qualification pour les Jeux olympiques de Tokyo-2020, qui aura lieu dans la ville de Hammam Ghezaz (Cap Bon) en Tunisie, du 29 février au 3 mars prochain, a indiqué la Confédération africaine de volley-ball (CAVB).

Outre la Tunisie, pays hôte, le tournoi enregistrera la présence du Nigeria, Mozambique, Zambie et Congo Brazzaville, Afrique du Sud du Soudan, Ghana, Niger, Gambie, Îles Maurice, Kenya, Botswana, Sud Soudan, Rwanda, Sierra Leone, Egypte, Togo et Mali.

Les sélections ont été réparties sur quatre groupes de cinq et deux équipes par poule se qualifieront au tournoi final, qui sera décisif pour désigner les deux représentants de l'Afrique aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

Il est à rappeler que les sélections algériennes de beach-volley (messieurs et dames), qui devaient prendre part aux tournois de qualification olympique de la Zone 1 Afrique, n'ont finalement pas été engagées en raison du "manque de préparation" et du "niveau élevé des adversaires", selon le président de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Mustapha Lemouchi.

Liste des 4 poules composées de 5 sélections africaines, communiquées par la Confédération africaine de volley-ball:

Poule (A) : Tunisie, Mozambique, Zambie, Nigeria et Congo Brazzaville

Poule (B) : Afrique du Sud du Soudan, Ghana, et Niger

Poule (C) : Gambie, Îles Maurice, Kenya, Botswana et Sud Soudan.

Poule (D) : Rwanda, Sierra Leone, Egypte, Togo et Mali.

TENNIS: l'arbitre algérien Nassim Belazri retenu comme juge de ligne à l'Open d'Australie

L'arbitre international algérien, Nassim Belazri, titulaire d'un bronze Badge, est retenu comme juge de ligne au Tournoi de Grand Chelem «Open d'Australie», qui se dispute à Melbourne (Australie), a annoncé vendredi la Fédération algérienne de tennis (FAT).

«Le natif de Bejaïa qui est habitué à ce genre de rendez-vous, a été retenu aussi par la Fédération Internationale de Tennis (ITF) pour les Jeux Olympiques (JO) de Tokyo (Japon) programmé l'été prochain», a encore précisé la FAT. Outre ces deux échéances, Belazri sera au Maroc en mars prochain pour la Coupe Davis 2020, selon la même source. Pour rappel, Belazri avait été retenu également en tant qu'arbitre aux 12es Jeux Africains, disputés du 23 au 31 août dernier au Maroc.

APS

JM ORAN 2021 : Une centaine de médecins seront formés dans le contrôle anti-dopage (DSP)

Une centaine de médecins et d'agents paramédicaux seront formés d'ici juin prochain pour assurer le contrôle anti-dopage durant le déroulement des jeux méditerranéens, prévus à Oran en 2021, a-t-on appris du directeur de la santé et de la population d'Oran.

Interrogé en marge d'un séminaire de formation au profit des médecins de la DJS sur le même thème, Boudaa Abdenaceur a indiqué à l'APS qu'une centaine de médecins et d'agents paramédicaux seront formés sur les normes et techniques du contrôle anti-dopage.

Cette formation devra s'étaler sur plusieurs mois, a-t-il dit.

Les besoins pour assurer le contrôle anti-dopage de tous les athlètes engagés dans les différentes compétitions s'élèvent à 200 personnes, a précisé le même responsable qui n'exclut pas le recours à des spécialistes déjà formés dans ce domaine.

Pour sa part, la formatrice contrôlée, le Dr Hamlaoui Hakima, présidente de la sous-commission de lutte anti-dopage des JM 2021, également agent de contrôle anti-dopage, accrédité par l'Agence mondiale antidopage et membre de la commission nationale anti-dopage, a ex-



pliqué que ces effectifs seront formés sur les techniques de contrôle et sur les normes des stations de contrôles, sur lesquelles ils auront un droit de regard.

"Il s'agit de normes définies par l'Agence mondiale anti-dopage qui concernent un certain nombre de critères comme

l'éclairage, l'aération, la proximité du lieu de compétition et autres", a-t-elle précisé, ajoutant que les contrôleurs doivent arriver une heure avant le contrôle pour s'assurer que toutes les conditions sont réunies.

"Le sportif a le droit de refuser le contrôle en cas de défaillance de ces

normes", a prévenu la même spécialiste. "Ces formations spécialisées et l'expérience cumulée par les agents de contrôle permettront la création d'un pôle anti-dopage à Oran qui relèvera de la commission nationale chargée de la lutte contre ce fléau", a-t-elle encore noté.

JUDO/CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE INDIVIDUEL (2E J) : Amina Belkadi (DS Baba Hassen) confirme sa suprématie

La championne d'Afrique de judo Amina Belkadi (DS Baba Hassen) a confirmé sa suprématie sur la catégorie des (-63 kg), en décrochant un 5^e titre de championne d'Algérie, à l'issue de la finale disputée vendredi à la salle Harcha-Hacène (Alger) pour le compte de la 2e journée Championnat national individuel seniors.

La meilleure athlète féminine de l'année 2019 selon le sondage de l'APS, vainqueur par ippon en finale devant Yasmine Djellab (USM Alger), s'est dite "satisfaite" de son parcours lors de cette compétition qui a regroupé les meilleures judokates de sa catégorie.

"Cette année je trouve que le niveau a été moyen dans ma catégorie (-63 kg).

J'ai réussi à me hisser en finale sans trop de difficultés.

En finale face Djellab, une adversaire que je connais bien, mon expérience a joué un rôle important dans la gestion du combat, qui s'est concrétisé par un 5^e titre de championne d'Algérie", a déclaré à l'APS la judokate du DS Baba Hassen.

"C'est une victoire me motive davantage pour redoubler d'effort en vue d'une qualification aux Jeux olympiques 2020. Un objectif que j'espère réaliser", a-t-elle ajouté.

La deuxième finale du tableau féminin consacrée à la catégorie (-70 kg), a été remportée à la surprise générale par Sarah Kerdjaj (OS Isser, Boumerdes) devant la multiple championne d'Algérie, Souad Bellakehal (GS Pétroliers).

"C'était ma quatrième finale face

à Bellakehal et dieu merci j'ai réussi à décrocher la médaille d'or qui m'échappe depuis des années.

C'était un combat très intensif, mais j'ai tout donné sur le tatami pour décrocher ce titre", a déclaré Kerdjaj à l'APS.

Dans le tableau masculin deux finales se sont également disputées à l'occasion de cette 2e journée de compétition.

Dans la catégorie des (-81 kg), la médaille d'or est revenue à Abde-rahmane Laouar (GS Pétroliers) devant son coéquipier Mustapha Djaziri.

La deuxième finale masculine de la catégorie (-73 kg), a été remportée par Houd Zordani (COSB Oran) qui

a battu Salah Hadjoudj (GS Pétroliers). Dans une finale très disputée Zordani a réussi un Ippon spectaculaire qui a exalté le public venu nombreux à la salle Harcha. "Je suis très content de mon parcours dans cette compétition, d'autant plus que je reviens d'une blessure aux côtes et que je suis monté dans la catégorie de poids. Je vais continuer à travailler très dur pour reconquérir le titre africain", a assuré Zordani.

La 3e et dernière journée de compétition, prévue samedi, sera consacrée aux poids lourds avec cinq finales au programme : (-78 kg, +78 kg) chez les dames et (-90 kg, -100 kg, +100 kg) chez les messieurs.

ESCRIME : L'Union méditerranéenne dévoile son programme d'activité 2020

Les membres de l'Assemblée générale de l'Union méditerranéenne d'escrime, réunis vendredi à Tunis, ont attribué à la Jordanie l'organisation du championnat méditerranéen des jeunes 2021 (U17 et U15), et à l'Italie celui des U23 en juin 2020.

Le membre du comité exécutif de l'Union méditerranéenne Zayda Doghri, a indiqué que les membres de l'AG ont également décidé d'annuler le championnat des U20 et d'instaurer un classement méditerranéen qui tiendra compte des points obtenus dans les différentes Coupes du monde des jeunes organisées dans les pays du bassin méditerranéen.

D'autre part, il a été décidé d'organiser trois stages à l'intention des fleuretistes en Tunisie, des sabreurs en Algérie et des épéistes au Liban.

L'AG de l'Union méditerranéenne d'escrime s'est tenue en présence de 12 pays, en marge du championnat méditerranéen d'escrime pour jeunes (minimes, cadets et juniors) qui se déroule en Tunisie du 24 au 26 janvier avec la participation de plus de 180 escrimeurs.

CHAMPIONNATS OPEN-2020 ET HIVERNAL (MINIMES-JUNIORS): Les coaches insatisfaits des conditions de déroulement de la compétition

Plusieurs entraîneurs ont critiqué le jumelage du championnat d'Algérie Open de natation avec le championnat hivernal "minimes-juniors", disputés cinq jours durant à la piscine M'hamed-Baha de Bab Ezzouar (Alger), estimant que ceci a constitué le "point noir" de ce rendez-vous du fait des conditions "inconfortables" ayant marqué son déroulement.

Contrairement aux précédentes saisons, la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de natation a décidé cette fois-ci de jumeler les deux compétitions en question, en se basant sur les propositions faites par les clubs lors du collège technique annuel et liées au manque de moyens matériels au niveau de ces derniers.

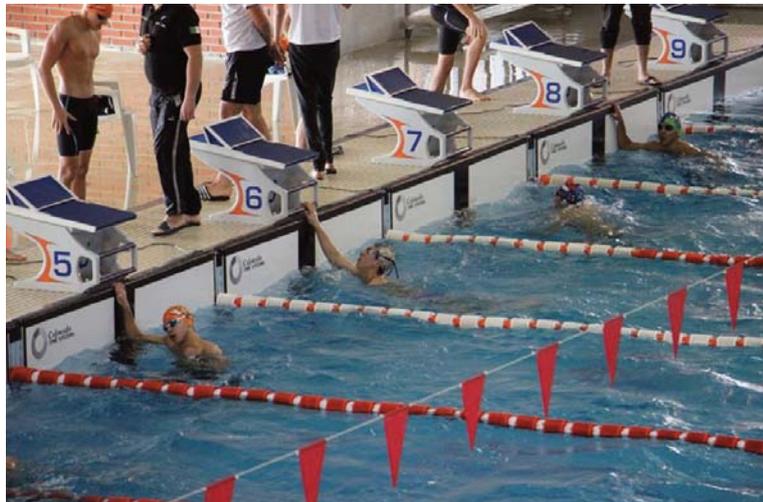
Dans une déclaration à l'APS, l'entraîneur de Bahja Nautique Oran, Sofiane Benchechor, a estimé que cette décision "n'est pas judicieuse" et ne favorise pas le développement de la discipline localement.

"Certes, ce sont les clubs qui avaient suggéré cette option pour des raisons matérielles, mais il y a une DTN qui connaît mieux la chose et qui aurait dû rejeter cette proposition car elle sait pertinemment qu'il n'est pas possible d'organiser en Algérie une compétition avec plus de 600 nageurs", a indiqué Benchechor, relevant au passage la "mauvaise qualité de l'eau" (taux de chlore élevé) du bassin de 25m de la piscine M'hamed-Baha, ajoutée à l'"exiguïté des lieux, ce qui influe sur les résultats".

L'ancien nageur de l'équipe nationale a également évoqué un autre aspect négatif auquel est confrontée la natation algérienne, à savoir l'inexistence d'un second bassin dans les piscines pour effectuer les échauffements.

Il a ainsi appelé le ministère de tutelle à construire des complexes nautiques dotés au minimum de deux bassins, un pour la compétition et l'autre pour l'échauffement, comme l'exige la natation moderne.

Abondant dans le même sens, l'entraîneur national et coach de l'équipe d'Aïn Turk (Oran), Anouar Boutbina, a qualifié de "catastrophique" le



déroulement de la compétition. "J'étais présent aux travaux du collège technique.

Nous, les clubs, avions alors choisi le jumelage des deux compétitions.

Mais, après avoir constaté l'état du lieu de compétition, j'estime que les conditions sont défavorables et je reconnais aujourd'hui que notre choix n'était pas judicieux", a-t-il indiqué.

"Le nageur termine la séance matinale à 14h00 (ndlr, elle débute à 8h30), par conséquent, il ne dispose pas du temps suffisant pour déjeuner et se reposer ensuite, avant de revenir à la piscine pour les échauffements à 16h00 en vue des finales.

Le nageur peut même disputer sa finale à 20h00, ce qui n'est pas normal", a-t-il poursuivi, estimant qu'en l'absence d'un bassin d'échauffement, il est nécessaire de revoir la formule de compétition, laquelle doit garder son cachet propre à elle, avec la participation des nageurs de l'élite.

Selon lui, le lieu propice à

ce genre de compétitions en bassin de 25m serait la piscine El Baz de Sétif ou celle de Sonatrach à Alger.

La Fédération algérienne se défend

De son côté, le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed Hakim Boughadou, a rejeté la balle dans le camp des techniciens auxquels il impute la responsabilité de la décision du jumelage qu'ils avaient prise à l'unanimité lors du collège technique.

"En tant que bureau fédéral, nous n'avons fait qu'approuver le programme établi par les entraîneurs dans le cadre du collège technique. Ils sont les plus au fait de la réalité du terrain.

Pour notre part, nous oeuvrons selon le principe que la natation revient aux techniciens et aux athlètes, d'où notre respect des propositions qu'ils font.

Mais, nous leur disons de faire attention aux répercussions de telles décisions".

Interrogé sur l'éventualité d'une organisation tournante de cette compétition au niveau d'autres wilayas, le président de la FAN a estimé que la piscine de Bab Ezzouar reste pour l'instant la "meilleure" pour abriter ce championnat (25 mètres) car homologuée selon les critères de la Fédération internationale, en plus de sa proximité des infrastructures hôtelières et hospitalières.

Le premier responsable de la fédération a, en outre, estimé qu'en dépit de tous ces aléas, de "bons résultats techniques ont été enregistrés", ce qui démontre que "l'organisation était bonne".

"Les bons résultats réalisés par les nageurs de différentes équipes nationales sont un signe positif pour l'avenir, d'autant plus que l'Algérie s'appête à abriter le championnat maghrébin des jeunes en avril prochain et le championnat arabe seniors en septembre, outre la participation au championnat d'Afrique Open en avril en Afrique du Sud", a conclu Mohamed Hakim Boughadou.

AGEX DU COA : 5 nouveaux membres intègrent le bureau exécutif de l'instance olympique

Cinq nouveaux membres ont intégré le bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA), lors de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEX) tenue hier au siège de l'instance olympique à Ben-Aknoun (Alger).

Lors de cette AGEX qui s'est déroulée en présence de 50 fédérations dont 16 olympiques sur les 87 que compte l'assemblée générale du COA, les membres ont procédé au remplacement de cinq membres du bureau exécutif, à l'issue d'un vote partiel à bulletin secret.

Les membres ayant intégré le bureau exécutif du COA sont : Bouaoud Abdelmadjid (64 voix), président de la Fédération des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK), Rabah Bouarifi (61 voix), président de la Fédération de basket-ball (FABB), Lemouchi Mustapha (46 voix), président de la Fédération de volley-ball (FAVB), Benalloua Yazid (44 voix), président de la Fédération de taekwondo (FAT) et Abderezak Lazreg (39 voix), président de la Fédération de tir sportif (FATS).

Les nouveaux élus remplaceront à cette occasion les cinq «exclus» qui ont contrevenu aux obligations de présences aux réunions du bureau exécutif, conformément aux règlements et statuts intérieurs de l'instance olympique.

Il s'agit de Salim Raouf Bernaoui, président de la Fédération d'escrime (FAE), Larbi Abdellaoui, président de la Fédération d'haltérophilie (FAH), Hakim Boughadou, président de la Fédération de natation (FAN), Sofiane Zahi, président de la Fédération de gymnastique (FAG) et Nabil Sadi, ex-président de la Fédération de boxe (FAB).

Dans son allocution à l'ouverture des travaux, le président du COA, Mustapha Berraf, a expliqué aux membres présents que cette AGEX est organisée «conformément aux articles 33 et 35 des statuts et règlements adoptés par l'assemblée générale et approuvés par le Comité international olympique (CIO)».

«Nous sommes dans l'obligation de procéder au remplacement de cinq membres issus des fédérations olympiques ayant contrevenu à leurs obligations de présence à cinq reprises, ce qui a entraîné automatiquement leur exclusion, en plus du fait que le règlement intérieur les oblige à satisfaire à leurs obligations statutaires», a souligné Berraf.

Le premier responsable du COA a appelé, à cette occasion, les membres de la famille sportive à engager un processus réglementaire qui «laisse supposer le retour à la sérénité que nous avons tant espérées». «Notre institution doit retrouver l'unité et la fraternité qui ont fait sa force et sa renommée. Nous devons mobiliser et unir tous nos efforts pour servir le sport et les sportifs en veillant à la sauvegarde des valeurs olympiques», a-t-il dit. Le comité exécutif du COA est composé du président et de quatorze membres élus par l'assemblée générale, dont deux de sexe féminin.

APS

HANDBALL: Espagnols et Croates en finale de l'Euro-2020

L'Espagne et la Croatie, respectivement vainqueurs de la Slovénie (34-32) et de la Norvège (29-28 a.p.) se rencontreront dimanche (15h30 GMT) en finale de l'Euro-2020 de handball pour un titre continental et une place pour les Jeux olympiques de Tokyo cet été.

Les Espagnols, champions d'Europe en titre, ont dominé leur demi-finale contre la Slovénie, malgré une grosse frayeur en toute fin de match, lorsque les coéquipiers du Barcelonais Jure Dolenc sont revenus à une longueur à une minute et demi du terme (33-32) après avoir accusé jusqu'à six buts de retard (23-17, 36e).

Mais Alex Dujshebaev a inscrit le but de la délivrance pour les Espagnols, pour éviter de donner une balle d'égalisation aux Slovénes, qui devront se contenter du match pour la médaille de bronze et

aller chercher un deuxième podium continental après l'argent de 2004.

La première demi-finale a donné lieu à un incroyable scénario, fait de nombreux rebondissements, de deux périodes de prolongation (vingt minutes au total) et d'un but à trois secondes de la fin de Zeljko Musa pour offrir à la Croatie une troisième finale continentale après les défaites en 2010 contre la France et 2008 contre le Danemark.

Auteur d'une énorme partie, l'insaisissable Domagoj Duvnjak (31 ans) a inscrit huit buts, dont le jet de sept mètres pour sauver son équipe à la 70e minute et accrocher la seconde prolongation de deux fois cinq minutes.

Très logiquement, il a été nommé homme du match.

La rencontre avait pris une tournure très favorable pour les Croates au début

de la seconde période, qui ont pris trois buts d'avance (15-12, 37e), avaient même une balle de plus quatre, arrêtée par l'excellent portier norvégien Torbjørn Bergerud.

C'est alors que Sagosen, intenable en début de match mais muet pendant une vingtaine de minutes, a pris les choses en mains pour la Norvège.

Les deux équipes se sont rendus coup pour coup et les dix buts de Sagosen n'auront pas suffi pour chercher une troisième finale sur les quatre derniers tournois majeurs pour la Norvège.

L'enjeu de la finale entre l'Espagne et la Croatie sera double puisque le vainqueur validera son ticket pour les Jeux olympiques à Tokyo (24 juillet-9 août) alors que le perdant sera contraint de disputer un ultime tournoi de qualification du 17 au 19 avril.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (GR. D/5^E J) PAC - FC SAN PEDRO : Victoire impérative pour les Algérois

Le Paradou AC, dernier représentant algérien encore en lice en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), devra impérativement s'imposer aujourd'hui face aux Ivoiriens du FC San Pedro, pour espérer atteindre les quarts de finale, en match prévu au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h00) dans le cadre de la 5^e journée (Gr. D).

Sévèrement battu lors de la précédente journée à Aba (Nigeria) par Enyimba (4-1), le PAC (3^e, 4 pts), dos au mur, n'aura plus droit à l'erreur, d'autant plus qu'il va livrer un duel à distance avec le club nigérian (2^e, 6 pts) qui reçoit la formation marocaine de Hassania Agadir, solide leader avec 10 points et qui n'aura besoin que d'un seul point pour valider son billet pour le prochain tour.

Un éventuel faux-pas, cumulé à une victoire d'Enyimba, sera synonyme d'élimination pour Paradou, dont il s'agit de la première participation continentale de son histoire.

L'entraîneur portugais du PAC, Francisco Alexandre Chalo, devra trouver les mots pour remobiliser ses troupes, suite à la défaite concédée jeudi à domicile face au CS Constantine (1-2), en mise à jour de la 13^e journée de Ligue 1.

Un revers qui fait scotcher les «Académiciens» à une inquiétante 12^e place au classement avec 18 points, soit trois longueurs de plus que le premier reléguable, le NA Hussein-Dey (15^e, 15 pts).

De son côté, l'équipe de San Pedro (4^e, 2 pts) joue sa dernière carte pour espérer revenir dans la course à la qualification, même si sa mission s'annonce d'ores et déjà difficile.

La dernière victoire décrochée en déplacement par les Pétrusiens, au terme de la phase aller du championnat ivoirien, sur le terrain de l'ASEC Mimosas (1-0), pourrait booster les coéquipiers de l'attaquant Adama Keita dans l'objectif de frapper un bon coup à Blida. Lors de la première manche disputée le 1^{er} décembre dernier, le PAC avait tenu en échec San Pedro à Abidjan (0-0), à l'occasion de la journée inaugurale de la phase de poules.

Le point avant la 5^e journée

Point du groupe D de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, avant le déroulement, dimanche, de la 5^e journée :

Enyimba (Nigeria) - Hassania Agadir (Maroc) 17h00
Paradou AC (Algérie) - San Pedro (Côte d'Ivoire) 20h00

Classement :	Pts	J
1. Hassania Agadir	10	4
2. Enyimba	6	4
3. Paradou AC	4	4
4. San Pedro	2	4

Déjà joués :

San Pedro - Paradou AC	0-0
Hassania Agadir - Enyimba	2-0
Enyimba - San Pedro	1-0
Paradou AC - Hassania Agadir	0-2
San Pedro - Hassania Agadir	1-1
Paradou AC - Enyimba	1-0
Enyimba - Paradou AC	4-1
Hassania Agadir - San Pedro	3-0

Reste à jouer :

6^e journée (2 février) :
Hassania Agadir - Paradou AC
San Pedro - Enyimba

NB : les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

Le programme

Programme des rencontres de la 5^e journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), prévues aujourd'hui (en heures algériennes) :

Groupe A :

17h00 : Pyramids FC (Egypte) - Enugu Rangers (Nigeria)
20h00 : Al-Masry (Egypte) - FC Nouadhibou (Mauritanie)

Groupe B :

17h00 : Horoya AC (Guinée) - Bidvest Wits (Afrique du Sud)
20h00 : Djoliba AC (Mali) - Al-Nasr (Libye)

Groupe C :

14h00 : Esae FC (Bénin) - RS Berkane (Maroc)
14h00 : Zanaco (Zambie) - Motema Pembe (RD Congo)

Groupe D :

14h00 : Enyimba (Nigeria) - Hassania Agadir (Maroc)
20h00 : Paradou AC (Algérie) - San Pedro (Côte d'Ivoire)

NB : les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

APS

COUPE D'ALGÉRIE (MISE À JOUR/16^{ES} DE FINALE) : Le MCA en péril à Boufarik

Le MC Alger, dauphin au classement de Ligue 1 de football au terme de la phase aller, sera certainement mis à rude épreuve aujourd'hui, en déplacement face au WA Boufarik, au stade Mohamed-Reggaz (14h00), comptant pour la mise à jour des 1/16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie de football.

Face au leader de la division nationale amateur (Gr. centre), le MCA jouera un match piège, d'autant plus que l'épreuve populaire avait souvent réservé des surprises.

«Le match face au WAB sera difficile, mais on va aller avec la ferme intention de réussir le pari et décrocher notre qualification pour le prochain tour», a indiqué l'entraîneur intérimaire du MCA Mohamed Mekhazni.

La formation du WAB est en tête de son championnat avec 33 points, à deux longueurs de son poursuivant direct, et un match en retard à disputer à la maison face au JS Hai Djabel.

Les coéquipiers de l'attaquant Amine Touahri s'approprient à jouer leur match de la saison face au MCA, huit fois vainqueur de l'épreuve, un record détenu en compagnie de l'ES Sétif, de l'USM Alger, et du CR Belouizdad.

Ces 16^{es} de finale restent encore tronqués



de deux rencontres : ASM Oran (L2) - USM Alger (L1) et Paradou AC (L1) - MCB El Bayadh (IR), fixées au jeudi 13 février prochain.

Lors de la première partie des 16^{es} de finale, la logique a été plutôt respectée avec la qualification des favoris, dont le tenant du trophée le CR Belouizdad, en déplacement chez l'Olympique Médéa (1-0). Quatre clubs de l'élite sont passés à la trappe : le NC Magra, le NA Hussein-Dey, la JS Kabylie et la JS Saoura.

Déjà joués :

ASO Chlef (L1) - IRB Boumedfaâ (IR) 2-1 (a.p)
SC Mecheria (IR) - USM Bel-Abbès (L1) 0-2
USM Annaba (L2) - CR Village-Moussa (Ama.) 2-0
MC Oran (L1) - ARB Ghriss (IR) 3-1
Amel Boussaâda (L2) - CR Zaouia (IR) 2-0
ES Guelma (IR) - MSP Batna (Ama.) 2-1
Olympique Médéa (L2) - CR Belouizdad (L1) 0-1
AB Chelghoum Laïd (Ama.) - ES Sétif (L1) 1-5
CABB Arréridj (L1) - AS Khroub (L2) 1-0
CSA Marsa (Régionale 2) - US Biskra (L1) 0-1
RC Arbaâ (L2) - NA Hussein-Dey (L1) 1-0 (a.p)
CS Constantine (L1) - JS Saoura (L1) 2-1
CRB Adrar (IR) - AS Ain M'lila 1-1 (L1) (ASAM aux tab 4-3)

Reste à jouer :

Jeu, 13 février :

ASM Oran (L2) - USM Alger (L1) 14h00
Paradou AC (L1) - MCB El Bayadh (IR) 14h00.

LIGUE 1 FRANÇAISE (TRANSFERT) :

Dijon confirme ses discussions pour Benzia

Le président de Dijon FCO (Ligue 1 française de football) Olivier Delcourt, a confirmé ses discussions pour engager le milieu offensif international algérien de l'Olympiakos (Div.1 grecque) Yassine Benzia, à titre de prêt.

«On est en discussions pour un prêt avec option d'achat. On est très intéressé depuis très longtemps. C'est un très bon joueur qui souhaite venir ici et qui ne joue pas beaucoup à l'Olympiakos. Il faut trouver un accord avec Lille car il lui reste un an et demi de contrat.

J'espère que d'ici au début de

semaine, lundi ou mardi, il sera à Dijon», a indiqué le patron du DFCO, cité samedi par la presse locale. Benzia (25 ans) avait rejoint le club grec l'été dernier en provenance de Lille OSC (Ligue 1/ France) à titre de prêt pour une saison avec option d'achat. Toutefois, son aventure avec l'Olympiakos, où évolue également l'attaquant international algérien Hilal Soudani, s'est avérée un flop, puisqu'il compte neuf apparitions seulement cette saison, toutes compétitions confondues.

Après un passage raté en Turquie à Fenerbahçe la saison pré-

cedente et un manque de temps de jeu lors de l'actuel exercice avec le club d'Athènes, le retour de Benzia en France est imminent, ce qui pourrait de nouveau lui ouvrir les portes de la sélection algérienne, lui qui n'avait pas été retenu pour la dernière CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte. Au terme de la 20^e journée de Ligue 1, la formation de Dijon reste menacée par la relégation en occupant la 16^e place au tableau avec 21 points, soit trois longueurs de plus seulement sur le premier reléguable Amiens (18^e, 18 pts).

CAN-2020 (1^E TOUR ÉLIMINATOIRE/ DAMES) ALGÉRIE :

Fin de saison pour Benlazar, forfait face au Burkina Faso

Le milieu de terrain de l'équipe nationale de football (dames) Myriam Benlazar, victime d'une grave blessure au genou, a déclaré forfait pour la double confrontation face au Burkina Faso en avril dans le cadre du 1^{er} tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2020, prévue au Nigeria ou en Guinée équatoriale. La社-taire de l'OGC Nice (France) âgée de 24 ans, souffre d'une rupture

partielle du ligament croisé antéro-externe contractée à l'entraînement, et va se faire opérer dans les prochains jours «Une nouvelle très dure à accepter, bouleversée, je n'ai même pas les mots pour décrire ma déception. Je reviendrai forte, et encore plus déterminée. Blessée mais pas abattue. Je suis de tout coeur avec l'équipe nationale pour ses prochaines échéances si importantes, en espérant une

qualification à la CAN-2020», a-t-elle indiqué vendredi sur son compte Instagram. Le match aller face au Burkina Faso se jouera en avril prochain en Algérie, alors que la seconde manche aura lieu une semaine plus tard à Ouagadougou. En cas de qualification, l'Algérie croisera le fer avec la Côte d'Ivoire, au 2^e et dernier tour qui verra l'entrée en lice des cadors du continent, notamment les 8 pays ani-

mateurs de la phase finale de l'édition 2018 qui a eu lieu au Ghana. La CAN-2020 devait se dérouler initialement au Congo, ce dernier avait décidé de se retirer, ce qui a poussé l'instance continentale à rouvrir les candidatures. Deux pays se sont positionnés pour reprendre l'organisation de ce rendez-vous prévu en novembre - décembre prochains : le Nigeria et la Guinée équatoriale.

Martinelli bientôt blindé

Impressionnant ces dernières semaines, Gabriel Martinelli (18 ans, 21 matchs et 10 buts toutes compétitions cette saison) va bientôt être récompensé par Arsenal. En effet, le Daily Mail explique que club londonien va blinder l'attaquant brésilien en lui triplant salaire, qui passera de 40 000 à 120 000 euros mensuels. Une belle récompense en perspective pour le Gunner, dont le contrat expire en juin 2024.



KLOPP RASSURANT CONCERNANT MANÉ

Sorti blessé hier soir, Sadio Mané pourrait manquer les prochains matchs de Liverpool, mais Jürgen Klopp s'est montré rassurant. C'est la seule mauvaise de la semaine pour Liverpool, qui continue de marcher sur l'eau. Tenus en échec sur le terrain de Wolverhampton jusqu'à la 84ème minute, les Reds s'en sont remis à Roberto Firmino pour finalement s'imposer dans le money-time. Mais les hommes de Jürgen Klopp ont surtout perdu Sadio Mané, sorti sur blessure dès la 33ème minute. L'attaquant ne semblait pas inquiet outre mesure hier soir, et son coach a même rassuré après la rencontre. "Nous ne savons pas encore exactement ce que c'est, mais c'est musculaire. Il a ressenti une gêne à la cuisse. Nous ne savons pas encore, nous devons attendre." expliquait Klopp, au sortir de la 22ème victoire de son équipe cette saison en Premier League... sur 23 rencontres.

Dybala sème le doute sur son avenir

Passé tout près d'un départ l'été dernier, Paulo Dybala (26 ans) fait finalement les beaux jours de la Juventus Turin depuis le début de l'exercice.

Resté chez la Vielle Dame, l'Argentin présente des statistiques remarquables avec 11 buts inscrits et 10 passes décisives données en 26 matchs toutes compétitions confondues. Pour The Guardian, il a confirmé qu'il était pourtant proche d'un départ lors du dernier mercato estival. "J'étais proche de partir. C'était dans l'idée du club, je le savais. Jusqu'à la dernière minute, j'ai attendu."

Sous contrat jusqu'en juin 2022 avec la Juve, et malgré sa saison pleine, la Joya reste pourtant floue au sujet de son avenir. A en croire ses propos, un départ l'été prochain n'est pas à exclure. "J'ai encore deux années de contrat. Ce n'est pas une courte période mais ce n'est pas non plus très long. On verra quels sont les plans de la Juventus. On verra s'ils pensent que je dois partir ou s'ils veulent me voir rester. C'est au club de prendre la décision" a-t-il affirmé.



C'EST FAIT POUR MOSES À L'INTER MILAN
L'Inter Milan a annoncé l'arrivée de Victor Moses ce jeudi après-midi. L'ailier nigérian de 29 ans, en fin de contrat avec Chelsea en juin 2020, est prêté dans le club milanais avec une option d'achat estimée à 10 millions d'euros. Moses, était prêté en Turquie, à Fenerbahçe lors de la première partie de saison (6 matches, 1 but et une passe décisive). À l'Inter, l'international nigérian va retrouver Antonio Conte, qui a été son coach à Chelsea. Il portera le numéro 11 !

ASENSIO SUR LE CHEMIN DU RETOUR !

L'international espagnol a relapé dans le ballon lors du dernier entraînement des Merengues mais continue ses séances à part. Ce dernier avait été opéré du genou gauche Blessé depuis juillet dernier pendant une rencontre d'International Champions Cup face à Arsenal, l'international espagnol Marco Asensio devrait bientôt revenir sur les pelouses. Selon les informations de Marca, ce dernier a de nouveau tapé dans un ballon lors du dernier entraînement des Merengues. En attendant, il continue ses exercices à part du groupe. Pour rappel, ce dernier avait été opéré du genou gauche suite à une rupture des ligaments.



Trois semaines d'arrêt pour Marquinhos

Touché aux ischios jambiers mercredi à Reims (0-3), Marquinhos manquera trois semaines de compétition. Il devrait être rétabli pour Dortmund-PSG. Marquinhos a ressenti une douleur aux ischios jambiers mercredi lors de la victoire du PSG à Reims (3-0), en demi-finale de la Coupe de la Ligue. Le Brésilien a dû céder sa place au jeune Tanguy Kouassi à vingt minutes de terme. Une blessure que Thomas Tuchel ne pensait pas trop grave, mais qui devrait éloigner des terrains le défenseur pendant environ trois semaines. Dans un communiqué publié ce jeudi dans la soirée, le PSG annonce cette durée d'indisponibilité. Le club de la capitale précise aussi que le joueur souffre d'une lésion du biceps fémoral. Il devrait revenir juste avant le match de Ligue des champions, à Dortmund, le 18 février.



ALGÉRIE-TURQUIE Le président turc Recep Tayyip Erdogan aujourd'hui à Alger pour une visite d'amitié et de travail



Le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan entamera, aujourd'hui, une visite d'amitié et de travail en Algérie de deux jours, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

«En réponse à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Président turc, M. Recep Tayyip Erdogan entamera, dimanche, une visite d'amitié et de travail en Algérie de deux jours», lit-on dans le communiqué.

Lors de cette visite, «les deux présidents auront des échanges sur les moyens et voies de renforcer des liens unissant les deux pays frères, l'élargissement des domaines de coopération bilatérale et de la concertation sur les questions internationales d'intérêt commun», conclut la même source.

EXPOSITION DUBAÏ 2020:

Aucun contrat n'a été conclu avec l'Agence Allégorie (Services du Premier ministre)

Le Commissariat aux expositions universelles a apporté un démenti "formel" à l'information faisant état de l'attribution, par les Services du Premier ministre, d'un contrat d'accompagnement de la représentation algérienne à l'Exposition universelle Dubaï 2020 à l'Agence Allégorie, a indiqué hier un communiqué des Services du Premier ministre.

Contrairement aux allégations rapportées ce jeudi 23 janvier 2020 par le site d'information ALG24 selon lesquelles "un prétendu marché aurait été conclu sans passer par un appel d'offres", le Commissariat aux expositions universelles précise qu'aucun contrat d'accompagnement de la représentation algérienne à l'Exposition universelle Dubaï 2020 n'a été conclu avec l'Agence Allégorie. A cette occasion, les Services du Premier ministre "tiennent à rappeler que toutes les actions engageant les dépenses sont soumises à la réglementation en vigueur régissant le do-



maine de la comptabilité publique et des marchés publics et qu'elles répondent à toutes les exigences de transparence et de probité édictées en la matière". En outre, "face à toutes les manipulations de l'information

qui visent à atteindre l'action des pouvoirs publics contre les relais des lobbys désemparés, le gouvernement se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires, conformément à la loi", note la même source.

LIBYE :

Le blocage des sites pétroliers a fait chuter de 75% la production depuis le 18 janvier



La production de pétrole a chuté de 75% en Libye en raison du blocage des terminaux pétroliers depuis le 18 janvier, passant de plus de 1,2 million à un peu plus de 320.000 barils par jour (b/j), a annoncé hier la Compagnie nationale de pétrole (NOC). Cette chute de la production a engendré des pertes estimées à plus de 256 millions de dollars, depuis la fermeture des plus importants champs et ports pétroliers dans l'Est et le Sud du pays, a précisé la NOC dans un bulletin d'information.

Les principaux terminaux pétroliers de l'est de la Libye étaient bloqués samedi, selon les médias. Les exportations ont été suspendues dans les ports du "croissant pétrolier", poumon de l'économie libyenne: Brega, Ras Lanouf, al-Sedra, al-Hariga et Zouitina. La NOC avait également déploré la fermeture des vannes d'une station de pompage dans le sud-ouest du pays, entraînant l'arrêt de la production sur deux importants champs pétroliers, al-Charara et al-Feel.

49^e VENDREDI:

Des manifestants appellent à l'édification d'un Etat de droit et à la consolidation de la démocratie

Des groupes de citoyens, moins nombreux que d'habitude, sont sortis à Alger et dans d'autres villes du pays pour le 49^e vendredi consécutif, dans des marches pacifiques, brandissant les slogans habituels, entre autres, l'édification d'un Etat de droit et la consolidation de la démocratie. A Alger et comme à l'accoutumée, les manifestants se sont rassemblés au niveau des lieux habituels du Hirak, à savoir la Place Maurice Audin, la Grande-Poste et le boulevard Colonel Amirouche, encadrés par un important dispositif sécuritaire, ont constaté des jour-

nalistes de l'APS. Les manifestants ont brandi des slogans, à travers lesquels ils ont réitéré leur appel en faveur de l'édification d'un Etat de droit, leur attachement à l'unité nationale ainsi que la poursuite de la lutte contre la corruption. Ce 49^e vendredi du Hirak intervient au lendemain de l'entrevue accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à des représentants de médias publics et privés. A cette occasion le chef de l'Etat a abordé un nombre de sujets qui intéressent l'opinion publique, soulignant que les consultations po-

littiques en vue d'amender le texte fondamental du pays se poursuivront afin d'aboutir à une Constitution consensuelle et globale. Sur le plan économique, le président de la République a mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une assise solide à même d'aboutir à une économie créatrice de richesses. Pour ce qui est des marches dans les autres wilayas, elles n'ont pas drainé beaucoup de monde comparative-ment aux précédents vendredis. C'est le cas à l'Est du pays où des manifestants, à Constantine, Oum El Bouaghi et Mila ont appelé à "chan-

gement", à "la consolidation de l'Etat de droit" et "la liberté de la presse". A l'Ouest, les manifestants, qui sont sortis à Oran, Mostaganem et Tlemcen, ont réitéré les slogans habituels, alors qu'aucune manifestation n'aurait été enregistrée dans les autres wilayas de l'Ouest. Dans les wilayas du Centre, à Blida, Médéa, Chlef et Ain Defla les manifestants, dont le nombre a considérablement reculé, ont appelé à poursuivre la lutte contre la corruption, engager des réformes politiques et à libérer les détenus arrêtés lors des marches précédentes.

ALGER

Décès d'une femme asphyxiée au monoxyde de carbone à Beni Messous

Une femme est décédée, hier à Beni Messous (Alger), asphyxiée au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau, a indiqué le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de la communication à l'adresse de la Protection civile de la wilaya d'Alger. Une femme âgée de 58 ans, enseignante à l'Université de Bouzaréah, est décédée samedi

vers minuit douze (00:12) dans une pièce qu'elle louait dans une villa à Beni Messous (Climat de France) suite à l'inhalation de monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau, a précisé le lieutenant Benkhalfallah. Les services de la Protection civile ont évacué la dépouille de la victime vers la morgue de l'Hôpital de Beni Messous. Les

services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident, a fait savoir le lieutenant Benkhalfallah qui a rappelé que ces accidents (asphyxie au monoxyde de carbone) étaient essentiellement dus à un mauvais usage et entretien des appareils de chauffage et à l'absence d'aération.

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE :

Plus de deux quintaux de kif traité saisis à Bechar

Plus de deux quintaux de kif traité ont été saisis vendredi à Beni Ounif dans la wilaya de Bechar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans l'adynamique des opérations visant à déjouer les tentatives de narcotrafic dans notre pays, un détachement de l'Armée nationale populaire a saisi, le 24 janvier 2020, une grande quantité de kif traité s'élevant à deux (02) quintaux et sept (07) kilogrammes, et ce, suite

à une patrouille de recherche et de fouille menée près de la localité frontalière de Beni Ounif, wilaya de Bechar/3^eRM», précise le MDN.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, en coordination avec les services de Sureté nationale, à Khenchela/5^eRM, un (01) élément de soutien aux groupes terroristes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, lors d'opérations distinctes à Tiaret/2^eRM, Tizi-Ouzou/1^eRM et Oum

Bouaghi/5^eRM, sept (07) individus et saisi huit (08) fusils de chasse, une quantité de cartouches et d'autres objets», indique, par ailleurs, le communiqué.

«Des détachements de l'ANP ont saisi, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6^eRM, un camion, quatre (04) véhicules tout-terrain, (14000) litres de carburants destinés à la contrebande, deux (02) marteaux piqueurs, deux (02) groupes électrogènes, trois (03) broyeurs de pierres, (50) kilogrammes d'aluminium et (25) kilogrammes de cyanure, tandis que des détachements combinés de l'ANP ont dé-

joué des tentatives de contrebande de (12565) litres de carburants à Tébessa, Souk-Ahras et El-Tarf/5^eRM, alors qu'un (01) contrebandier à bord d'un camion (01) chargé de (8436) unités de différents boissons a été arrêté à El Oued/4^eRM, a-t-on ajouté de même source. «Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, (45) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen/2^eRM et In-Amenas/4^eRM», a fait savoir, en outre, le MDN.